

# BAN NEWSLETTER

Lettre d'information sur les mines et les armes à sous-munitions

NUMÉRO 24  
AVRIL 2009

## EDITORIAL

« Nous sommes fiers de ce traité, » déclaraient les *Ban Advocates* lors de la signature à Oslo de la Convention sur les armes à sous-munitions, « et en particulier des clauses concernant l'assistance aux victimes. Vous avez tous pris une décision difficile, mais c'était la bonne décision. Au nom de tous les survivants, nous sommes ici pour vous remercier tous et chacun en particulier, d'avoir fait de ce traité une réalité. »

Le nouveau traité doit beaucoup à l'impulsion d'un groupe d'Etats, sous la conduite de la Norvège, ainsi qu'à l'engagement d'un ensemble sans cesse plus nombreux de

**« Aujourd'hui, j'ai 17 ans. Je voudrais ne pas devoir attendre pendant des années d'être devenu un vieil homme avant de recevoir de l'aide dans ma communauté ou d'être à même d'obtenir un emploi. »**

personnes issues d'horizons très divers. Mais les Etats doivent poursuivre leurs efforts afin que les communautés affectées bénéficient réellement de ce traité. « Nous croyons que l'Article 5 apportera un réel changement dans nos vies », a déclaré Soraj Ghulam Habib, un *Ban Advocate* afghan. « Aujourd'hui, j'ai 17 ans. Je voudrais ne pas devoir attendre pendant des années d'être devenu un vieil homme avant de recevoir de l'aide dans ma communauté ou d'être à même d'obtenir un emploi. Les personnes blessées par des sous-munitions devraient bénéficier d'une aide d'urgence au lieu de se voir

laissées mourir dans un hôpital, comme ce fut mon cas, jusqu'à ce que mon père m'ait sauvé. »

Ceux qui travaillent dur pour améliorer la vie des survivants, de leurs familles et de leurs communautés, vont avoir un nouvel objectif à atteindre en 2009. En décembre 2009, en effet, les Etats parties au Traité d'interdiction des mines réaffirmeront leur engagement d'améliorer la vie des centaines de milliers de personnes qui ont survécu à des accidents imputables aux mines et aux autres résidus explosifs des guerres. Ce sera à l'occasion de la deuxième Conférence d'examen du Traité qui se tiendra à Carthagène (Colombie).

Quand on examine les dispositions innovantes de la Convention sur les armes à sous-munitions, on en conclut qu'il est maintenant temps que le Traité d'interdiction des mines relève le défi et fasse même encore mieux. Ceci peut être réalisé en adoptant pour la période 2009-2014 un plan d'action incluant une composante forte traitant de l'assistance aux victimes. Pour ce faire, il faudra impliquer davantage dans l'élaboration de ce plan d'action les survivants, leurs familles et leurs communautés. Après tout, ce sont eux qui connaissent le mieux leurs besoins. Ce plan devra en outre attacher une importance égale à tous les aspects de l'assistance aux victimes, l'accessibilité et les questions de droits. Il devrait aussi être davantage orienté vers des actions concrètes. Nous avons en effet constaté au cours des cinq dernières années que de grands progrès ont été réalisés en matière de planification de l'assistance aux victimes, mais il est à craindre que la vie de nombreuses victimes n'ait pas été améliorée pour autant. Malheureusement, nous avons dû lancer notre propre enquête à ce sujet, et beaucoup d'Etats n'ont pas encore pris l'habitude de faire rapport sur ce qu'ont été les effets tangibles de leurs actions sur la vie des survivants, de leurs familles et de leurs communautés. Nous insistons auprès d'eux pour qu'ils aient à cœur de se conformer aux nouvelles exigences de la Convention sur les armes à sous-munitions quant aux rapports à fournir, ainsi que de réaliser, au cours des cinq années à venir, des progrès dans le contexte du Traité d'interdiction des mines.

### Dans ce numéro:

#### P 1

- EDITORIAL
- DANS CE NUMÉRO

#### P 2

- SIGNATURE DE LA CONVENTION SUR LES ARMES A SOUS-MUNITIONS

#### P 5

- ENGAGEMENTS A METTRE EN ŒUVRE LA CONVENTION

#### P 10

- OPPORTUNITES ET DEFIS CONCERNANT LES ARMES A SOUS-MUNITIONS

#### P 14

- MISE EN ŒUVRE DE L'ASSISTANCE AUX VICTIMES : OU EN EST-ON ?
- CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DES PERSONNES HANDICAPÉES

#### P 15

- MINES : UTILISATION ET VIOLATIONS DU TRAITE
- ECHEANCES POUR LE DEMINAGE
- DISTINCTIONS

#### P 16

- ARTICLES, PUBLICATIONS ET SITES INTERNET
- CALENDRIER

**HANDICAP  
INTERNATIONAL**

Membre fondateur d'ICBL,  
Co-lauréat du Prix Nobel de la Paix



## SIGNATURE A OSLO DE LA CONVENTION SUR LES ARMES A SOUS-MUNITIONS

Les 3 et 4 décembre 2008, 94 Etats<sup>1</sup> ont signé à Oslo la Convention sur les armes à sous-munitions (CCM). En outre, 29 Etats ont assisté à la cérémonie protocolaire de signature, mais sans signer la Convention.<sup>2</sup> Le Secrétaire général des Nations Unies a déclaré que « la conclusion de cette convention indique un changement marquant et fondamental dans la position de nombreux gouvernements qui, jusqu'il y a peu, considéraient encore les armes à sous-munitions comme un élément essentiel de leur politique de défense et de leur doctrine militaire. »<sup>3</sup> Le Premier ministre norvégien a par ailleurs déclaré, « La Convention impose à tous les Etats l'obligation morale de s'abstenir d'utiliser des armes à sous-munitions. »

Se joignant à la Communauté internationale dans les commentaires adressés à la Norvège, l'Ambassadeur des Philippines a déclaré que c'était « la vision audacieuse de la Norvège, son leadership et sa persévérance qui ont mis en route le processus et lui ont fourni ensuite un soutien déterminant pour

**« La vision audacieuse de la Norvège, son leadership et sa persévérance ont mis en route le processus et lui ont fourni ensuite un soutien déterminant pour aboutir à ce que ce traité devienne une réalité. »**

aboutir à ce que ce traité devienne une réalité. » Le Ministre irlandais de la Justice (et précédemment Ministre des Affaires étrangères) a rappelé « le parcours suivi jusqu'à Oslo » et a souligné deux éléments particulièrement significatifs : « Premièrement, la rapidité du processus, depuis le départ jusqu'à l'arrivée. Il y a eu, bien entendu, une longue préparation, mais une fois que la Norvège a pris l'initiative, les négociations ont abouti en un peu plus d'un an » et « la façon dont nous avons travaillé marque une nouvelle méthode pour atteindre nos objectifs : un noyau, constitué par un groupe d'Etats engagés, suivi par un nombre bien plus élevé d'Etats sympathisants, a travaillé en étroite coopération avec la société

civile et les organisations internationales pour parvenir à un traité humanitaire abordant tous les aspects nécessaires. Les échanges d'enrichissements, d'encouragements et de témoignages de respect ont alimenté le processus et assuré sa continuation. »

Trois des Etats les plus affectés par les sous-munitions ont signé : l'Afghanistan, la République démocratique populaire lao et le Liban. Trois Etats utilisateurs, 14 Etats anciens producteurs et 33 Etats ayant entreposé des armes à sous-munitions ont signé la CCM. Parmi les 28 pays membres de l'OTAN ; tous ont signé sauf l'Estonie, les Etats-Unis d'Amérique, la Grèce, la Lettonie, la Roumanie, la Slovaquie et la Turquie.<sup>4</sup> Des pays comme le Bangladesh, l'Irak, le Nigeria et le Soudan ont fait savoir qu'ils signeraient la CCM dès que possible. La Tunisie a signé à New York le 12 janvier et la RD Congo le 18 mars.

**« La Tunisie a signé à New York le 12 janvier et la RD Congo le 18 mars. De plus, six Etats ont déjà ratifié la Convention : l'Autriche, l'Irlande, la RDP lao, la Norvège et le Saint-Siège. »**

La CCM entrera en vigueur six mois après que 30 Etats aient déposé leurs instruments de ratification entre les mains du Secrétaire général des Nations Unies. A la date du 20 mars 2009, cinq Etats avaient déjà ratifié la CCM : l'Irlande, la RDP lao, la Norvège, le Saint-Siège et la Sierra Leone. Environ 20 Etats signataires ont annoncé qu'ils ratifieraient la Convention à bref délai. Le Ministre des Affaires étrangères du Liban a dit qu'il espérait sincèrement que « cette Convention serait signée et ratifiée le plus tôt possible et que l'on ne perdrait pas de temps pour que cet instrument produise ses effets. Qui sait, pendant que nous sommes en train de parler, il se pourrait que quelqu'un, quelque part, peut-être au Liban, perde la vie ou un membre à cause de ces armes horribles. » La Coalition contre les armes à sous-munitions a attiré

<sup>1</sup> Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Angola, Australie, Autriche, Belgique, Bénin, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Canada, Cap Vert, Chili, Colombie, Comores, Congo (Rép.), Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Equateur, Espagne, Fidji, France, Gambie, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, Hongrie, Îles Cook, Islande, Indonésie, Irlande, Italie, Japon, Kenya, RDP lao, Liban, Lesotho, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, ARY Macédoine, Madagascar, Malawi, Mali, Malte, Mexique, Moldavie, Monaco, Montenegro, Mozambique, Namibie, Nauru, Nicaragua, Niger, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Palau, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Portugal, République centrafricaine, République tchèque, Royaume-Uni, Rwanda, Saint-Marin, Saint-Siège, Salvador, Samoa, Sao Tomé et Principe, Sénégal, Sierra Leone, Slovénie, Somalie, Suède, Suisse, Tanzanie, Tchad, Togo, Uruguay et Zambie.

<sup>2</sup> Bangladesh, Brésil, Cambodge, Cameroun, Chypre, Djibouti, Estonie, Ethiopie, Finlande, Géorgie, Grèce, Irak, Lettonie, Moldavie, Nigeria, Pologne, Qatar, RD Congo, République de Corée, République dominicaine, Serbie, Slovaquie, Soudan, Swaziland, Thaïlande, Timor oriental, Turquie, Ukraine et Vietnam.

<sup>3</sup> Pour ce message et toutes les déclarations citées ici, voir [www.osloccm.no](http://www.osloccm.no) ou [www.clusterconvention.org](http://www.clusterconvention.org)

<sup>4</sup> Courriel de Mary Wareham, Human Rights Watch, 19 janvier 2009.

l'attention sur le fait que « plus tôt nous aurons obtenu 30 ratifications, plus tôt ce traité permettra de sauver des vies. »

#### « L'assistance aux victimes, élément essentiel de la Convention dans son ensemble »

Le Saint-Siège a souligné que « le respect et l'interprétation correcte de l'article 5 sont fondamentaux pour l'application de la Convention tout entière. Pour ce faire, la responsabilité est collective. Mais le rôle de l'État est primordial. C'est à lui de mettre en place le cadre législatif et politique dans lequel tous les acteurs publics ou privés pourront jouer pleinement leur rôle. (...) Le premier acteur devrait être les victimes elles-mêmes. » Le Ministre des Affaires étrangères de Croatie a déclaré que « pour les très, très nombreuses personnes qui ne seront jamais présentes dans ces salles, l'utilisation d'armes à sous-munitions est une question de vie ou de mort pour elles-mêmes, pour leurs enfants et petits-enfants; nous avons dès lors tenté de rédiger la meilleure convention possible sur laquelle nous pouvions tomber d'accord. C'est la raison pour laquelle la Croatie a insisté avec persévérance pour que l'on adopte un langage fort au sujet de l'assistance aux victimes, de la non-discrimination et de la nécessité d'une mise en oeuvre nationale. »

#### L'Afghanistan signe « comme tribut aux victimes des sous-munitions »

Le moment le plus dramatique de la conférence a été lorsque, contre toute attente, l'Afghanistan a déclaré que son Président avait approuvé les instructions prescrivant que son pays signe la Convention sur les armes à sous-munitions. L'Afghanistan a remercié « les nombreux Afghans<sup>5</sup> dont les efforts et l'activisme ont amené le Président à prendre la décision (...) de signer à Oslo aujourd'hui » et a expliqué pourquoi il avait modifié la « position de principe » qu'il avait maintenue jusqu'alors « comme une réflexion basée sur la situation actuelle de l'Afghanistan. En effet, nous sommes un pays en guerre et toute mesure de désarmement prise en temps de guerre doit être envisagée avec la plus grande prudence. De plus, l'Afghanistan demeure une des nations les plus gravement atteintes par la guerre et les armements, y compris les sous-munitions. Et ce sont cette indiscutable réalité, ainsi que la plaie que constituent pour mon pays les milliers de victimes de sous-munitions, qui ont abouti aujourd'hui à la décision du Président Karzaï. Cette décision est, avant tout, un tribut payé aux victimes de sous-munitions en Afghanistan et partout dans le monde. » Il a aussi pris en compte la situation dans la région et a déclaré « A l'instar de nombreuses nations ici présentes aujourd'hui, nous, Afghans, aspirons à un monde qui soit exempt d'armes et de munitions. Appartenant à une région du monde qui souffre d'un dangereux surarmement, nous considérons cela dans la perspective de notre sécurité vitale et de notre intérêt national. »

**« La décision du Président Karzaï est, avant tout, un tribut payé aux victimes de sous-munitions en Afghanistan et partout dans le monde. »**

#### Armes à sous-munitions : « Pas de place pour elles au 21ème siècle ni au-delà »

Le Ministre de l'Intérieur de Gambie a déclaré qu' « il serait extrêmement difficile pour un Etat non partie à la Convention de trouver, s'il choisissait de le faire, une base légale à ces armes. » L'Afrique du Sud a lancé un appel à « ces Etats qui ont fait le choix de ne pas se joindre à nous pour signer cette convention, afin que, dans les faits, ils se débarrassent de toutes les armes à sous-munitions. » Le Ministre indonésien de la Défense a ajouté : « Nous pouvons réussir à stigmatiser toute utilisation future d'armes à sous-munitions. Et tout être humain reconnaîtra les armes à sous-munitions pour ce qu'elles sont réellement : cruelles, inhumaines et, en fin de compte, inefficaces. » Le Président de la Sierra Leone a lancé un appel à « tous les Etats bien intentionnés afin qu'ils prennent en considération les problèmes mis en évidence par ceux qui ont eu à souffrir à cause des sous-munitions, (...) nous devrions accepter que les armes à sous-munitions n'ont pas leur place au vingt-et-unième siècle ni au-delà. »

#### Mise en oeuvre : la mesure du succès de la Convention

Le Ministre de la Défense de Tanzanie a rappelé aux délégués que « le succès de la Convention ne sera pas mesuré par le nombre d'Etats l'ayant signée ou ratifiée, mais bien par le degré de mise en oeuvre effective de toutes ses clauses. » Le Vice-premier ministre de Bulgarie<sup>6</sup> a

**« Par son acte de ratification, le Luxembourg va également interdire le financement des armes à sous-munitions. »**

ajouté que « Notre détermination ne doit pas s'arrêter ici, elle devrait commencer ici car la longueur du chemin à parcourir depuis Oslo pour aboutir aux régions et personnes affectées dépend de nous tous. » Le Ministre indonésien de la Défense a décrit la mise en oeuvre du Traité comme « une longue étape encore à parcourir, et dans laquelle il nous faudra investir du temps, de l'énergie et des ressources. » Les Philippines ont insisté sur le fait que la mise en oeuvre au niveau national « entraînera des conséquences pour toute la gamme des mesures légales, administratives et autres, comme par exemple des modifications à apporter à la doctrine militaire et aux procédures opérationnelles, ainsi que

<sup>5</sup> La décision de l'Afghanistan a été le résultat des efforts intensifs des *Ban Advocates* Soraj Ghulam Habib et Suliman Safdar, de même que de Firoz Alizada, de l'ICBL. Voir aussi [www.stopclustermunitions.org/press-releases/?id=1068](http://www.stopclustermunitions.org/press-releases/?id=1068).

<sup>6</sup> En septembre 2008, la Bulgarie a accueilli une Conférence régionale à laquelle ont assisté 10 gouvernements d'Europe du Sud-Est. Voir [www.stopclustermunitions.org/news/?id=704](http://www.stopclustermunitions.org/news/?id=704)

pour la notification des organisations engagées dans la mise au point, la production et le transfert des armements. »

Le Burkina Faso a demandé « un plan d'action qui constituerait le mécanisme idoine en vue de la mise en œuvre pleine et efficiente de cette question capitale. » Le Vice-premier ministre de la RDP lao a pressé tous les Etats « de déployer de plus grands efforts » en vue de faire en sorte que la CCM « produise ses effets le plus tôt possible » et a annoncé que la RDP lao se tiendrait prête à accueillir la première Conférence des Etats parties à la CCM. Le Vice-premier ministre du Luxembourg a déclaré que « par son acte de ratification, le Luxembourg va également interdire le financement des armes à sous-munitions » et a appelé d'autres pays à « nous rejoindre dans cette initiative courageuse et prometteuse. » Le Ministre japonais des Affaires étrangères a évoqué la visite qu'il a faite à la zone frontalière entre la Thaïlande et le Cambodge et a déclaré : « Cette visite m'a fait prendre conscience de l'importance de la coopération au niveau de la base. » La Coalition contre les armes à sous-munitions (CMC) a promis de « travailler avec énergie et avec une constante détermination pour que davantage d'Etats adhèrent au Traité, pour garantir qu'il soit ratifié, pour assurer sa totale mise en œuvre, ainsi que pour observer avec rigueur et vigilance l'avenir de cette convention, et cela partout dans le monde. »

### **Afrique sub-saharienne : « Un continent vraiment libre de sous-munitions »**

Le Président de la Sierra Leone a déclaré « Venant d'un pays qui a connu l'âpreté de la guerre et les effets dévastateurs des armes à sous-munitions, nous soutenons la position africaine arrêtée à Livingstone en mars<sup>7</sup> et la déclaration qui l'a suivie à Kampala en septembre<sup>8</sup> de cette année. » En sa qualité de pays africain affecté par les sous-munitions, le Tchad a expliqué : « la présence de ces engins non explosés est synonyme de danger quotidien et permanent pour la population et constitue un frein pour les activités humanitaires et socio-économiques des régions affectées. Elle entrave la liberté de circuler, l'accès aux pâturages, aux points d'eau, aux axes routiers et aux carrefours économiques. » Selon le Vice-ministre des Affaires étrangères du Kenya, les conflits en Afrique offrent « un terrain d'entrée à la prolifération de toutes les catégories d'armements, y compris les armes à sous-munitions. » Le Ministre de la Défense d'Afrique du Sud a exprimé l'espoir que « nous puissions, un jour proche, qualifier l'Afrique de continent vraiment libre d'armes à sous-munitions. » Le Vice-ministre mozambicain des Affaires étrangères et de la Coopération a déclaré : « La CCM écartera avec succès le spectre de la réapparition d'un nouveau désastre comme celui causé par les mines antipersonnel » et a ajouté que le droit de vivre sans sous-munitions était « un droit humain. »

**La RDP lao se tient prête à accueillir la première Conférence des Etats parties.**

### **« L'esprit indomptable des *Ban Advocates* »**

Dans son allocution d'ouverture, le Premier ministre norvégien a dit : « C'est avec courage et conviction que Branislav et les autres qui ont eu à subir le même cruel destin, ont transformé leur vécu en action. Nous resterons à jamais redevables envers ces courageuses personnes, hommes et femmes, pour

**« Nous appelons les Etats à développer des plans et des budgets nationaux pour l'assistance aux victimes, y compris des calendriers ; à désigner un point focal pour l'assistance aux victimes ; à commencer à récolter des données et à entreprendre de mobiliser des ressources. Nous vous demandons d'honorer vos engagements. Nous, les *Ban Advocates*, sommes prêts à coopérer avec vous dès demain. »**

les efforts acharnés qu'ils ont consentis pour transformer notre rêve d'interdire ces armes en la réalité de la Convention que nous signons aujourd'hui. » Le Ministre irlandais de la Justice a ajouté : « L'esprit indomptable des *Ban Advocates*, surmontant de terribles blessures pour témoigner des horreurs causées par les armes à sous-munitions, nous a continuellement inspirés. » Faisant écho à son collègue irlandais, le Ministre belge des Affaires étrangères a dit : « Leur engagement a été une constante source d'inspiration et reste vital pour la promotion et la mise en œuvre de notre nouveau traité. »

A la fin de la conférence, trois membres des *Ban Advocates* ont fait une déclaration commune qui a été accueillie par une ovation debout. Berihu Mesele a commencé par remercier « tous et chacun en particulier, d'avoir fait de ce traité une réalité. » Dusica Vučković a alors qualifié les clauses du nouveau traité en matière d'assistance aux victimes de « inestimables, tant pour moi, en tant que femme d'un survivant de sous-munitions, que pour mes enfants. Je suis certaine que ces clauses seront inestimables aussi pour des milliers d'autres familles, puisque, après leur ratification et leur totale mise en application, elles apporteront la sécurité et la dignité qui nous sont nécessaires dans notre vie de tous les jours. » Soraj Ghulam Habib a alors conclu la déclaration en appelant les pays à « développer des plans et des budgets nationaux pour l'assistance aux victimes, y compris des calendriers ; à désigner un point focal pour l'assistance aux victimes ; à commencer à récolter des données et à entreprendre de mobiliser des ressources. Nous vous demandons d'honorer vos engagements. Nous, les *Ban Advocates*, sommes prêts à coopérer avec vous dès demain. »

<sup>7</sup> Voir [www.stopclustermunitions.org/wp/wp-content/uploads/2008/05/report-on-livingston-conference-31-march-1-april.pdf](http://www.stopclustermunitions.org/wp/wp-content/uploads/2008/05/report-on-livingston-conference-31-march-1-april.pdf)

<sup>8</sup> 42 Etats africains ont assisté à la conférence régionale de Kampala sur les armes à sous-munitions. Pour en savoir plus, voir [www.clustermunitionskampala.ug](http://www.clustermunitionskampala.ug) et [www.stopclustermunitions.org/news/?id=827](http://www.stopclustermunitions.org/news/?id=827).

**Pour plus d'informations :**

- Ban Advocates blog: [www.banadvocates.org](http://www.banadvocates.org)
- Campagne internationale contre les mines (ICBL) : [www.icbl.org](http://www.icbl.org)
- Coalition contre les armes à sous-munitions (CMC): [www.stopclustermunitions.org](http://www.stopclustermunitions.org)
- Convention sur les armes à sous-munitions (CCM): [www.clusterconvention.org](http://www.clusterconvention.org)
- Comité international de la Croix Rouge (CICR) : [www.icrc.org/web/eng/siteeng0.nsf/html/section-ihl-cluster-munition](http://www.icrc.org/web/eng/siteeng0.nsf/html/section-ihl-cluster-munition)
- Conférence de signature d'Oslo : [www.osloccm.no](http://www.osloccm.no)
- You Tube : [www.youtube.com/user/CMCinternational](http://www.youtube.com/user/CMCinternational)

## ENGAGEMENTS A METTRE EN ŒUVRE LA CONVENTION SUR LES ARMES A SOUS-MUNITIONS<sup>9</sup>

Le Ministre de la Défense d'**Afrique du Sud** a admis « En tant que pays qui avait l'habitude de produire et d'entreposer des armes à sous-munitions, (...) nous en sommes maintenant arrivés à croire que ces armes sont non seulement devenues dépassées comme armement dans une guerre moderne, mais que leur utilisation récente dans des conflits a montré qu'elles occasionnent des torts inacceptables aux civils, et cela encore longtemps après la fin de la phase active des hostilités. » Il a annoncé qu'« une quantité relativement réduite d'armes à sous-munitions périmées (...) a été désignée pour être détruite. » Il a qualifié la ratification de « démarche prioritaire » et a mentionné le soutien de certains pays d'Afrique par le déminage. Dans une communication faite le 5 décembre 2008, il a déclaré que l'Afrique du Sud s'engageait à mettre son expertise à la disposition de pays qui ont besoin d'aide en matière de déminage et a, en conclusion, loué « ces organes sud-africains de la société civile, en particulier l'Institut d'Etudes sur la Sécurité (ISS) et la Campagne pour le Cessez le Feu pour le rôle qu'ils ont joué dans la campagne internationale pour l'interdiction des bombes à sous-munitions. »<sup>10</sup> Le Ministre des Affaires étrangères d'**Albanie** a déclaré « Nous sommes optimistes et croyons que nous réussirons à éliminer les sous-munitions non explosées restantes, bien plus tôt que les échéances fixées par la Convention. » Le processus de ratification de l'Albanie devrait être achevé au début de 2009.<sup>11</sup> Le 11 novembre 2008, le Parlement d'**Allemagne** a pressé le Gouvernement de « permettre à d'autres Etats d'avoir accès aux capacités bien appropriées que possède l'industrie allemande, où il existe des ressources permettant de détruire et d'enlever des sous-munitions, » et d'« augmenter les fonds qui, dans le budget fédéral, sont destinés à l'aide internationale aux victimes et au déminage, en harmonie avec les autres Etats du Traité. »<sup>12</sup> 3 décembre, à Oslo, le Ministre allemand des Affaires étrangères a dit que « son pays a décidé, avec effet immédiat, de retirer les armes à sous-munitions des stocks des forces armées allemandes et de les détruire. Et l'année prochaine, l'Allemagne affectera un montant de 2 millions d'euros spécialement à l'enlèvement de sous-munitions dans d'autres pays et à des programmes d'assistance aux victimes. »<sup>13</sup> Le Ministre des Affaires étrangères d'**Australie** a déclaré : « L'Australie est occupée à œuvrer dans notre région pour que les objectifs humanitaires de la Convention deviennent réalité. Elle met pour cela en œuvre notre stratégie quinquennale d'actions contre les mines ; elle bénéficie d'un engagement financier de 75 millions de dollars. » L'**Autriche** a déclaré que, pour son nouveau gouvernement, la ratification de la CCM « dans les plus brefs délais » constituait « une priorité » et qu'elle voulait apporter « la meilleure contribution possible à la phase de ratification. » En vertu de sa loi nationale interdisant les armes à sous-munitions, en vigueur depuis le début de 2008, l'Autriche détruira dans les trois ans tous ses stocks d'armes à sous-munitions. Plusieurs projets d'enlèvement de sous-munitions au Liban, en Jordanie et au Sahara Occidental ont été cofinancés par des fonds autrichiens.<sup>14</sup>

**« En tant que pays qui avait l'habitude de produire et d'entreposer des armes à sous-munitions, (...) nous en sommes maintenant arrivés à croire que ces armes sont non seulement devenues dépassées comme armement dans une guerre moderne, mais que leur utilisation récente dans des conflits a montré qu'elles occasionnent des torts inacceptables aux civils, et cela encore longtemps après la fin de la phase active des hostilités. »**

**« Nous sommes optimistes et croyons que nous réussirons à éliminer les sous-munitions non explosées restantes, bien plus tôt que les échéances fixées par la Convention. »**

<sup>9</sup> Cette section est largement basée sur les déclarations des Etats lors de la Conférence de signature d'Oslo. **Handicap International Belgique accueillera volontiers les commentaires et corrections.** La plupart des déclarations peuvent être trouvées sur [www.osloccm.no](http://www.osloccm.no) et [www.clusterconvention.org](http://www.clusterconvention.org). Pour une mise à jour des signataires, voir [www.clusterconvention.org/pages/pages\\_i/i\\_statessigning.html](http://www.clusterconvention.org/pages/pages_i/i_statessigning.html)

<sup>10</sup> Voir [www.info.gov.za/speeches/2008/08120810451004.htm](http://www.info.gov.za/speeches/2008/08120810451004.htm)

<sup>11</sup> Courriel de la Mission albanaise auprès de l'UE, Bruxelles, 7 janvier 2009

<sup>12</sup> Bundestag allemand, « Motion réclamant une ratification rapide et la traduction dans le droit international d'une convention interdisant les armes à sous-munition de tout type, » projet adopté en date du 11 novembre 2008 ; courriel de Thomas Küchenmeister, Aktionbündnis Landmine.de, 19 décembre 2008. Texte original allemand sur <http://dip21/btd/16/112/1611216.pdf>

<sup>13</sup> [www.auswaertiges-amt.de/diplo/en/Infoservice/Presse/Reden/2008/081203-BM-Streamunition.html](http://www.auswaertiges-amt.de/diplo/en/Infoservice/Presse/Reden/2008/081203-BM-Streamunition.html)

<sup>14</sup> Pour en savoir plus, voir [www.bmeia.gv.at/en/austrian-mission/geneva/the-mission/issues-and-responsibilities/the-mission.html](http://www.bmeia.gv.at/en/austrian-mission/geneva/the-mission/issues-and-responsibilities/the-mission.html)

Le Ministre des Affaires étrangères de **Belgique** a déclaré que son pays « va entamer sans retard la procédure de ratification » de la Convention étant donné que la Belgique est « dès à présent déjà en train de mettre en œuvre ses clauses. » La destruction des stocks de la Belgique devrait être achevée au premier semestre 2009. Le Ministre des Affaires étrangères a aussi annoncé que la Princesse Astrid de Belgique avait promis d'accorder son Haut Patronage au « plan d'action pour l'assistance aux victimes » que la Belgique a l'intention de lancer et que « des efforts spéciaux seront consacrés à augmenter progressivement le nombre de signataires et à universaliser la norme humanitaire. » La Chambre belge des Représentants a interpellé le Ministre des Affaires étrangères le 22 octobre 2008 au sujet de la Convention sur les armes à sous-munitions.<sup>15</sup> Le 18 mars, la Belgique a déclaré « Nous avons soumis à l'examen par les Etats parties aux statuts de la Cour pénale internationale, un amendement dont le but est d'inclure l'usage d'armes à sous-munitions, tel qu'il est interdit par la Convention, dans la liste des crimes de guerre. »<sup>16</sup> La **Bolivie** s'est engagée à ratifier la CCM « à très bref délai. » Le Ministre des Affaires étrangères de **Bosnie-Herzégovine** a exprimé dans un communiqué de presse son soutien aux clauses relatives à l'assistance aux victimes et a souligné que « les victimes innocentes devraient être mises en mesure de s'intégrer totalement dans la société et dans l'environnement économique. »<sup>17</sup> Le **Botswana** a décrit la CCM « comme le premier traité existant à ce jour où l'on trouve des clauses très fortes en faveur de l'assistance aux victimes, et donc inspirées en premier lieu par le souci des personnes, » ajoutant que c'est dans cet esprit que son gouvernement « caresse

**« Nous avons soumis à l'examen par les Etats Parties aux statuts de la Cour pénale internationale, un amendement dont le but est d'inclure l'usage d'armes à sous-munitions, tel qu'il est interdit par la Convention, dans la liste des crimes de guerre. »**

**« Le Canada a soutenu la neutralisation des sous-munitions et des autres résidus explosifs de la guerre dans le cadre de nos programmes mis en place pour faire face aux mines antipersonnel. Le Canada continuera avec vigueur à faire de même. »**

l'espoir que l'autre processus parallèle traitant du même sujet, c'est à dire les négociations en cours dans le contexte de [la CCW], ne devrait pas avoir pour résultat de saper la force et le champ d'application de la présente Convention. » Le **Burkina Faso**, le **Burundi** et le **Canada** ont déclaré qu'ils ratifieraient à bref délai la CCM. Le Canada a déclaré qu'il était « engagé dans le processus de destruction de ce qui reste de nos stocks existants » et a ajouté que « le Canada a soutenu la neutralisation des sous-munitions et des autres résidus explosifs de la guerre dans le cadre de nos programmes mis en place pour faire face aux mines antipersonnel. Le Canada continuera avec vigueur à faire de même. »<sup>18</sup> La **République centrafricaine** a déclaré que le processus de ratification sera achevé le plus rapidement possible. Le **Chili** s'est engagé à ratifier la CCM à bref délai et à promouvoir la mise en application de la CCM dans l'ensemble de l'Amérique latine.

Le Chili a en outre offert d'organiser une conférence régionale, « qui puisse apporter des impulsions et du dynamisme au processus de ratification. » La **Colombie** a déclaré qu'elle allait détruire ses armes à sous-munitions. La **République démocratique du Congo** a signé la CCM à New York le 18 mars 2009. La **République du Congo** a dit que « des dispositions seront prises pour une ratification dans des délais raisonnables », invitant d'autres Etats à faire de même. La **Croatie** a déclaré qu'elle « commencera dès demain le processus parlementaire de ratification. » Le **Danemark** a dit : « Nous ne devrions épargner aucun effort afin de convaincre ces « amis absents » de se joindre à un accord au niveau international sur les armes à sous-munitions, que ce soit en se ralliant à la CCM, ou en exploitant l'élan politique donné ici et en parvenant à un accord au sein des Nations Unies, ce qui pourrait attirer la participation des plus grands pays utilisateurs et producteurs. » Le 17 juillet 2008, la Ministre de la Défense d'**Espagne** a présenté au Parlement espagnol sa politique en vue de mettre en œuvre la CCM. Elle a commencé son exposé en racontant l'histoire de Soraj Ghulam Habib, un *Ban Advocate* afghan. Elle a aussi annoncé que 4,4 millions d'euros seront dépensés en assistance aux victimes en 2008.<sup>19</sup> Le Ministre espagnol des Affaires étrangères a déclaré que le Gouvernement a instauré en juillet 2008 un moratoire portant sur l'utilisation, la mise au point, la production, l'entreposage, la conservation et le transfert d'armes à sous-munitions, et s'est engagé à commencer dès que possible la destruction des munitions entreposées. Le Ministère de la Défense a annoncé le 18 mars que tout le stock d'armes à sous-munitions avait été détruit.<sup>20</sup> En novembre 2008, la **Commission européenne** a déclaré que ses efforts déployés pour soutenir le Traité d'interdiction des mines seront « dédoublés par son soutien » à la CCM, considérant combien il est important de « réduire les impacts socio-économiques des mines et des autres types d'armes sur les victimes. »<sup>21</sup>

**Le Ministère de la Défense espagnol a annoncé le 18 mars que tout le stock d'armes à sous-munitions avait été détruit.**

<sup>15</sup> Voir [www.dekamer.be/doc/ccri/pdf/51/ic1077.pdf](http://www.dekamer.be/doc/ccri/pdf/51/ic1077.pdf) (en français et en néerlandais)

<sup>16</sup> Courriel de Pierre Cartuyvels, Premier Secrétaire, Mission permanente de la Belgique auprès des Nations Unies, 19 mars 2009.

<sup>17</sup> Voir [www.mfa.gov.ba/HTML/Arhiva/Eng/S\\_1208/S041208\\_B.html](http://www.mfa.gov.ba/HTML/Arhiva/Eng/S_1208/S041208_B.html)

<sup>18</sup> Pour en savoir plus, voir [www.international.gc.ca/mines/support/after\\_fund-suite-fond.aspx?lang=eng](http://www.international.gc.ca/mines/support/after_fund-suite-fond.aspx?lang=eng)

<sup>19</sup> Cortes generales, Año 2008, IX Legislatura, Num. 58, Sesiónnum. 4, 17 de Julio de 2008 (numero de expediente 214/000026).

<sup>20</sup> Voir [www.mde.es/NotasPrensa?id\\_nodo=4072&accion=1&id\\_nota=1976](http://www.mde.es/NotasPrensa?id_nodo=4072&accion=1&id_nota=1976)

<sup>21</sup> Voir [www.apminebanconvention.org/en/meetings-of-the-states-parties/9mnp/](http://www.apminebanconvention.org/en/meetings-of-the-states-parties/9mnp/)

Dans un communiqué de presse diffusé le 4 décembre, la Commissaire européenne aux Relations extérieures a appelé tous les pays à « signer et ratifier promptement cette importante convention, de telle façon qu'elle puisse entrer en application. »<sup>22</sup> Le **Parlement européen** a adopté le 20 novembre 2008 une résolution qui « invite les États à signer, ratifier et mettre en œuvre la Convention sur les armes à sous-munitions au plus vite, » et à entreprendre des démarches pour l'appliquer « avant même sa signature et sa ratification. » La résolution a été adoptée par 471 voix pour, 6 contre et 21 abstentions.<sup>23</sup> Les Etats membres sont également priés de s'abstenir de prendre toute mesure « qui pourrait contourner ou menacer la convention sur les armes à sous-munitions et ses dispositions. » En particulier, le Parlement appelle tous les pays membres de l'UE à « ne pas adopter, approuver ni ratifier par après un éventuel protocole à la Convention sur certaines armes classiques autorisant l'utilisation d'armes à sous-munitions, qui serait incompatible avec l'interdiction de ces armes, selon le prescrit des articles 1 et 2 de la Convention sur les armes à sous-munitions.»<sup>24</sup> L'auteur de cette résolution a déclaré le 19 novembre : « Nous condamnons unanimement la tentative incroyable des Etats-Unis, de la Russie et de la Chine lors de la dernière Conférence de Genève, visant à faire déclarer légales les armes à sous-munitions dans le cadre de la CCW.(...) Notre résolution agira comme un appel lancé à la Commission pour dégager plus de fonds – sensiblement plus de fonds – pour protéger les personnes qui se trouvent dans les zones contaminées et pour enlever les sous-munitions. » Au cours du débat, des pays de l'UE ont été priés avec insistance de signer la CCM, en particulier Chypre, l'Estonie, la Finlande, la Grèce, la Pologne, la Roumanie, et la Slovaquie, aussi bien que des candidats à l'UE comme la Serbie et la Turquie. Le Ministre des Affaires étrangères de **France** a déclaré, dans une allocution prononcée sans texte, qu'il va insister auprès du nouveau Président des Etats-Unis afin qu'il signe le Traité. Le Ministre des Affaires intérieures de **Gambie** a déclaré que « la destruction des stocks devrait constituer un pilier de l'action requérant une vigilance, une attention et un soutien constants. » Le Ministre d'Etat du **Ghana** a assuré que son pays « met en place les processus requis pour que la CCM soit ratifiée dès que ce sera pratiquement possible après les élections. » Le **Guatemala** a souligné l'importance de l'assistance aux victimes ainsi que de la coopération et de l'entraide internationales. La **Guinée** s'est déclarée déterminée à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de la transcription rapide des dispositions de la présente convention dans sa législation nationale (...). La **Guinée-Bissau** a déclaré que la guerre avait laissé sur son terrain des engins explosifs, « dont les bombes à sous-munitions, » et a annoncé que le nouveau Gouvernement soumettra « dans le plus bref délai » la CCM au Parlement pour l'approbation, « et postérieurement à la ratification par le Président de la République. » Le **Honduras** a salué « l'esprit d'Oslo » comme un esprit de respect et de défense de tous les droits humains, y compris du droit à la vie. Le Ministre des Affaires étrangères de **Hongrie** a déclaré que « le succès d'opérations de maintien de la paix et la sécurité du personnel militaire qui y participe appelaient à un arrangement dans cette Convention pour nous rendre capables de mener d'une manière efficace des opérations conjointes » et a accueilli favorablement le fait qu'« une clause à cet effet » ait pu être élaborée pour la Convention. Le Ministre des Affaires étrangères des **Îles Cook** a signé la CCM. Le Ministre de la Défense d'**Indonésie** a déclaré que son pays était « engagé à s'impliquer dans une coopération internationale » et « attendait avec impatience que cette Convention entre en vigueur et, par la suite, s'universalise. » Le Ministre de la Justice d'**Irlande** a annoncé que « l'Irlande déposera aujourd'hui l'instrument de sa ratification entre les mains du Secrétaire général des Nations Unies. »<sup>25</sup> Le Ministre irlandais du Développement d'Outremer a annoncé en mars 2008 que Irish Aid fournira plus de € 1.800.000 pour du déminage humanitaire en Afghanistan, en Angola et en Somalie.<sup>26</sup> Le Ministre des Affaires étrangères d'**Islande** a dit que son pays avait mis à profit son expérience pour « exécuter des opérations de déminage dans des zones affectées par les sous-munitions, tout dernièrement cette année au Liban, » et qu'il « continuera certainement à aider les pays affectés à débarrasser les zones contaminées des sous-munitions qui s'y trouvent. En tant qu'importante productrice de prothèses, l'Islande continuera également à aider les victimes. » **L'Italie** a dit que « depuis 2006, elle a fourni 3 millions d'euros pour les activités d'enlèvement des sous-munitions par l'ONU au Liban » et s'est engagée à « une ratification sans délai, à soutenir le processus d'universalisation et à consentir de nouveaux efforts dans les domaines de l'action contre les mines et de l'assistance aux victimes. » Le Ministre des Affaires étrangères du **Japon** a déclaré que son pays avait fourni de l'aide à 38 pays depuis 1998 et qu'il continuerait à le faire. Le Japon contribue à

**Le Parlement européen appelle tous les pays membres de l'UE à « ne pas adopter, approuver ni ratifier par après un éventuel protocole à la convention sur certaines armes classiques autorisant l'utilisation d'armes à sous-munitions, qui serait incompatible avec l'interdiction de ces armes, selon le prescrit des articles 1 et 2 de la convention sur les armes à sous-munitions. »**

<sup>22</sup> Voir [http://ec.europa.eu/external\\_relations/news/2008\\_en.htm?Page=6](http://ec.europa.eu/external_relations/news/2008_en.htm?Page=6)

<sup>23</sup> Le résultat du vote peut être trouvé sur [www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//NONSGML+PV+20081120+RES-RCV+DOC+PDF+V0//EN&language=EN](http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//NONSGML+PV+20081120+RES-RCV+DOC+PDF+V0//EN&language=EN)

<sup>23</sup> Voir [www.europarl.europa.eu/news/expert/infopress\\_page/031-42234-322-11-47-903-20081117IPR42231-17-11-2008-2008-false/default\\_en.htm](http://www.europarl.europa.eu/news/expert/infopress_page/031-42234-322-11-47-903-20081117IPR42231-17-11-2008-2008-false/default_en.htm)

<sup>24</sup> Voir [www.europarl.europa.eu/news/expert/infopress\\_page/031-42234-322-11-47-903-20081117IPR42231-17-11-2008-2008-false/default\\_en.htm](http://www.europarl.europa.eu/news/expert/infopress_page/031-42234-322-11-47-903-20081117IPR42231-17-11-2008-2008-false/default_en.htm)

<sup>25</sup> Voir [www.dfa.ie/home/index.aspx?id=75416](http://www.dfa.ie/home/index.aspx?id=75416)

<sup>26</sup> Voir [www.dfa.ie/home/index.aspx?id=43559](http://www.dfa.ie/home/index.aspx?id=43559)

l'élimination des UXO dans des pays affectés par les sous-munitions, parmi lesquels le Liban, le Laos, le Cambodge et l'Afghanistan. « Le montant attendu de cette aide est d'environ 7 millions de dollars US, » a-t-il dit. Le **Kenya** a « reconnu que ce processus a imprimé un élan nouveau à la diplomatie multilatérale. » La **République démocratique populaire lao** s'est engagée à « faire tout son possible pour assurer la ratification prochaine et la mise en œuvre [de la Convention]. » Le Vice-premier ministre a dit, « Au cours de la période allant de 1964 à 1973, plus de 580.000 missions de bombardement ont été effectuées par les Etats-Unis sur le pays, y larguant plus de deux millions de tonnes de bombes. Celles-ci contenaient 270 millions de sous-munitions (...), dont 30% n'ont pas éclaté lors de l'impact et, parmi l'ensemble des engins non-explosés disséminés dans le pays, les seules sous-munitions étaient au nombre de 80 millions. Plus de 87.000 km<sup>2</sup> de terrain, soit 37% de la superficie du pays, sont contaminés, dont plus de 12.000 kilomètres carrés sont considérés comme fortement affectés. » Faisant référence à une enquête nationale en cours, il a déclaré que « 37.000 cas de victimes ont été rapportés jusqu'en fin septembre 2008, en provenance de 7.000 des 10.000 villages que compte le pays, avec une moyenne de 300 victimes par an au cours de la décennie écoulée. On estime qu'une fois l'enquête terminée, on aura recensé environ 50.000 victimes. » Au sujet des opérations de déminage, il a déclaré que « même avec l'aide internationale, au cours des dix années écoulées, nos équipes itinérantes et de déminage n'ont nettoyé qu'environ 130 kilomètres carrés, soit à peu près 0,2% de la superficie contaminée par les UXO dans le pays ; quelque 815.000 UXO, dont 381.013 sous-munitions, (...) ont été détruits. » Il a conclu en disant que la mise en œuvre de la nouvelle Convention constituera pour le Laos un défi important, « qui ne pourra pas être relevé sans un soutien financier poursuivi et accru provenant de la communauté internationale. » La RDP lao a promis qu'elle « s'efforcera, dans un proche avenir et dans les limites de ses possibilités, d'augmenter sa contribution aux activités du secteur des engins non-explosés. » Le Ministre des Affaires étrangères du **Liban** a appelé « à un soutien international le plus grand possible aux opérations de déminage » qui ont lieu dans le Sud du Liban. Le Vice-ministre des Affaires légales du **Libéria** a fait l'éloge des pays signataires en les appelant « pays de conscience. » Le Vice-premier ministre du **Luxembourg** a dit que son pays avait déjà pris « des dispositions pour pouvoir figurer parmi les 30 premiers signataires à ratifier ». Le 19 décembre 2008, le Conseil des ministres du Luxembourg a déposé un projet de loi qui interdit les investissements dans des armes à sous-munitions.<sup>27</sup> L'ex-république yougoslave de **Macédoine** a assuré qu'elle ratifierait rapidement la CCM. Le Ministre des Affaires étrangères de **Madagascar** a déclaré : « Nous nous engageons très prochainement à la ratification de cette Convention sur les armes à sous-munitions, afin qu'elle puisse entrer en vigueur dans les meilleurs délais » et a souligné que la question de l'interopérabilité ne constitue pas un obstacle, pour certains pays, à signer la Convention, compte tenu du fait que notre but est d'inciter les Etats non Parties à cette Convention, à ne plus recourir à l'usage de ce type d'armes. » Le Ministre des Affaires étrangères du **Malawi** a dit que son pays « soutient entièrement et approuve les principes qui sont à la base de la Convention, ainsi que sa mise en œuvre intégrale » et a appelé à « une conférence chargée de baliser le chemin encore à parcourir. » Le **Mali** a réitéré son engagement « à procéder, dès la toute prochaine session du Parlement, à la ratification de la Convention. » Au **Mexique**, le Sénat a adopté le 11 mars un décret de ratification de la CCM.<sup>28</sup> « En évoquant le fait que, dans un passé récent, certaines zones du territoire du **Monténégro** ont été contaminées suite à l'utilisation d'armes à sous-munitions », le Ministre des Affaires étrangères du Monténégro a dit « pour nous, il était d'une égale importance d'établir une coopération dans les domaines du déminage et de l'assistance aux victimes » et il s'est engagé à être « un partenaire digne de confiance dans la mise en œuvre des principes de base de la Convention. » Le **Mozambique** a déclaré qu'en signant la CCM, « nous répondons particulièrement à nos besoins en matière de développement. » La **Nouvelle-Zélande** s'est félicitée du rôle actif joué par la société civile en révélant les problèmes que crée l'utilisation d'armes à sous-munitions. « La relation constructive que nous avons établie montre ce qu'il est possible de réaliser lorsque nous travaillons ensemble. Ce partenariat, par exemple dans le domaine de l'assistance aux victimes, devra se poursuivre lorsque nous passerons à la phase de mise en œuvre de notre travail. » La **Norvège**, qui accueillait la cérémonie de signature, a signé et ratifié la CCM le 3 décembre. Le Ministre norvégien de la Défense a marqué le signal de départ du processus de destruction des armes

**« Au cours de la période allant de 1964 à 1973, plus de 580.000 missions de bombardement ont été effectuées par les Etats-Unis sur le pays, y larguant plus de deux millions de tonnes de bombes. Celles-ci contenaient 270 millions de sous-munitions (...), dont 30% n'ont pas explosé à l'impact. »**

**Le 30 janvier 2009, la Ministre norvégienne des Finances a exclu la société américaine Textron Inc. Corporation du Fonds gouvernemental de Pensions – Global, pour le motif qu'elle « produit des armes à sous-munitions qui sont interdites en vertu de la Convention sur les armes à sous-munitions. »**

à sous-munitions au 28 octobre et a dit que toutes les armes à sous-munitions devraient être détruites dès que possible.<sup>29</sup> Le 30 janvier 2009, la Ministre norvégienne des Finances a exclu la société américaine Textron Inc. Corporation du Fonds gouvernemental de Pensions – Global, pour le motif qu'elle « produit des

<sup>27</sup> Voir [www.gouvernement.lu/salle\\_presse/conseils\\_de\\_gouvernement/2008/12-decembre/19-conseil/index.html?SID=02aabb0c3993f61d9a1a405344d5d9be#4](http://www.gouvernement.lu/salle_presse/conseils_de_gouvernement/2008/12-decembre/19-conseil/index.html?SID=02aabb0c3993f61d9a1a405344d5d9be#4)

<sup>28</sup> Voir [www.senado.gob.mx/gace.php?sesion=2009/03/11/1&documento=31](http://www.senado.gob.mx/gace.php?sesion=2009/03/11/1&documento=31)

<sup>29</sup> Voir [www.npaid.org/?module=Articles;action=Article.publicShow;ID=6958](http://www.npaid.org/?module=Articles;action=Article.publicShow;ID=6958)

armes à sous-munitions qui sont interdites en vertu de la Convention sur les armes à sous-munitions. »<sup>30</sup> Le **Panama** a assuré qu'il ratifierait à bref délai la CCM. Le Ministre des Affaires étrangères des **Pays-Bas** a déclaré que son pays avait en 2008 contribué pour un montant de 20 millions d'euros à l'enlèvement et à la destruction de résidus explosifs de guerre; il a en outre annoncé qu'il avait l'intention de « maintenir ce niveau de soutien. » Dans une lettre adressée le 4 septembre 2008 à la Chambre des Représentants, le Ministre des Affaires étrangères écrivait que la contribution des Pays-Bas s'élevait chaque année à au moins 13,6 millions d'euros.<sup>31</sup> Les Pays-Bas ont commencé à détruire leurs stocks d'armes à sous-munitions et « entameront la procédure de ratification de la Convention immédiatement après la cérémonie de signature, » a-t-il dit. Les **Philippines** ont dit que la CCM assurerait la promotion et la protection « des droits humains de ses émigrés et de ceux qui assurent le maintien de la paix dans des zones de conflit, ainsi que ceux qui sont victimes dans des Etats membres de l'ASEAN gravement affectés » et ont exprimé la volonté « de leur garantir l'accès à l'aide lorsque ce sera nécessaire, ainsi que la possibilité de mener une vie pleine et active. » Le Ministre des Affaires étrangères du **Royaume-Uni** a déclaré le 3 décembre : « Depuis le 30 mai, nous, au Royaume-Uni, avons été occupés à détruire une à une nos armes à sous-munitions. » Le Premier ministre a écrit le 28 octobre 2008 que « les Forces Armées ont cessé d'utiliser les deux armes à sous-munitions que le Royaume-Uni détenait encore, soit les sous-munitions à usage multiple M85 et CRV-7/M73, et les ont introduites dans un programme de destruction. En outre, en exécution des nouvelles réglementations sur le contrôle des exportations, entrées en vigueur ce mois-ci, toutes les armes à sous-munitions ont été classées comme marchandises de catégorie « A », ce qui les soumet au niveau le plus strict du contrôle des transactions commerciales. »<sup>32</sup> Le Gouvernement du Royaume-Uni a amendé sa législation sur le contrôle du commerce de façon à empêcher « des ressortissants du Royaume-Uni » (tant des personnes que des sociétés de ce pays) où que ce soit dans le monde, de se livrer au trafic d'armes à sous-munitions telles que définies dans la CCM ou d'y servir d'intermédiaire.<sup>33</sup> Le 26 novembre 2008, le Royaume-Uni a déclaré qu'il contribue « pour un montant d'environ 10 millions de Livres Sterling à des opérations de déminage dans des pays affectés par les mines » et a confirmé qu'il avait décidé de maintenir les niveaux actuels de financement pour les 3 ans à venir, jusqu'à 2013, ajoutant que « le Royaume-Uni poursuivra cet effort au cours des quatre années qui viennent. »<sup>34</sup> Le **Saint-Siège** a signé et ratifié la CCM le 3 décembre 2008 et a déclaré : « Afin de donner un signe politique fort, le Saint-Siège a tenu à ratifier cette Convention le jour même de sa signature. (...) Nous voudrions ensuite lancer un appel à tous les pays, notamment producteurs, exportateurs et utilisateurs potentiels d'armes à sous-munitions pour qu'ils se joignent aux signataires actuels (...). » Le **Salvador** a promis de poursuivre avec « plus de brio, de force et de confiance » la tâche qu'il a entreprise. **Samoa** a appelé tous les Etats à « mettre en œuvre cette Convention. » Le Ministre de la Défense de **Sao Tomé et Príncipe** a dit qu'il avait l'intention de finaliser le plus rapidement possible le processus de ratification. Le **Sénégal** a promis d'entamer la procédure de ratification « sans délai ». La **Sierra Leone** a signé et ratifié la CCM le 3 décembre 2008. Le Ministre des Affaires étrangères de **Slovénie** s'est engagé fermement à soutenir « l'élimination des sous-munitions restantes en Europe du Sud-Est » et à assurer « aux victimes des sous-munitions assistance et réadaptation. » La **Suède** a déclaré qu'« elle poursuivra ses efforts à long terme, tant au plan national qu'au travers de l'Union européenne, à soutenir les victimes de résidus explosifs des guerres. » La **Suisse** s'est engagée à faire « tout en son pouvoir pour que la procédure de ratification de la Convention puisse être menée à bien promptement. » Le Ministre de la Défense de **Tanzanie** a pris l'engagement de faire sa part du travail pour traduire dans les lois nationales la Convention et pour la mettre en œuvre. Le **Tchad** a dit que « l'élimination des engins non explosés constitue aujourd'hui un préalable à la mise en œuvre de nombreux projets de développement au Tchad. » Le Ministre de la Défense de la **République tchèque** a écrit dans une lettre qu'il « suivra personnellement les procédures internes dans le but d'accélérer le processus de ratification. »<sup>35</sup> La **Tunisie** a signé la CCM à New York le 12 janvier 2009.

« L'élimination des engins non explosés constitue aujourd'hui un préalable à la mise en œuvre de nombreux projets de développement au Tchad. »

<sup>30</sup> Voir [www.regjeringen.no/en/dep/fin/press-center/Press-releases/2009/cluster-weapons-manufacturer-excluded-fr.html?id=543105](http://www.regjeringen.no/en/dep/fin/press-center/Press-releases/2009/cluster-weapons-manufacturer-excluded-fr.html?id=543105)

<sup>31</sup> Voir [www.minbuza.nl/nl/search/simple?page=28query=clustermunitie](http://www.minbuza.nl/nl/search/simple?page=28query=clustermunitie)

<sup>32</sup> Lettre du Premier ministre du Royaume-Uni Gordon Brown, adressée à Landmine Action le 28 octobre 2008.

<sup>33</sup> Courriel de Richard Moyes, Landmine Action, 3 octobre 2008 ; voir [www.berr.gov.uk/whatwedo/europeandtrade/strategic-export-control/legislation/export-control-act-2002/page46968.html](http://www.berr.gov.uk/whatwedo/europeandtrade/strategic-export-control/legislation/export-control-act-2002/page46968.html)

<sup>34</sup> Déclaration faite par le Royaume-Uni à la Neuvième Conférence des Etats parties au Traité d'interdiction des mines. Voir [www.fco.gov.uk/en/newsroom/latest-news/?view=Speech&id=9757102](http://www.fco.gov.uk/en/newsroom/latest-news/?view=Speech&id=9757102)

<sup>35</sup> Courriel de Judith Majlath, CMC Autriche, 2 septembre 2008.

## OPPORTUNITES ET DEFIS CONCERNANT LES ARMES A SOUS-MUNITIONS<sup>36</sup>

L'**Arabie Saoudite** a assisté à la Conférence de Dublin en tant qu'observateur. L'**Argentine** a adopté la CCM à Dublin. L'**Arménie** a déclaré dans une lettre adressée à la Coalition contre les armes à sous-munitions qu'« elle apprécie la nouvelle Convention comme une étape importante en direction de l'élimination totale de toute une catégorie d'armements classiques qui sont trop nuisibles, » mais qu'elle ne peut se joindre à la CCM « en ce moment. » La signature de la CCM par l'Arménie « dépend de l'engagement politique à un niveau sensiblement égal, pris par d'autres parties dans la région, d'adhérer aux traités similaires et de reconnaître son régime. » Il ressort clairement de la lettre que l'Arménie ne peut signer la CCW, le Traité d'interdiction des mines et la CCM « avant que l'Azerbaïdjan soit d'accord de le faire aussi. » Toutefois, l'Arménie croit qu'« une fois qu'un accord sera conclu pour régler le conflit sur statut du Karabakh, un déminage complet et en toute sécurité des zones affectées par le conflit deviendra possible avec la coopération de toutes les parties concernées. Dès lors, la signature des traités et conventions mentionnés plus haut constituera un bien pour les deux côtés. »<sup>37</sup> L'**Azerbaïdjan** a assisté aux conférences de Belgrade, de Bruxelles et de Vienne. Le **Bangladesh** a assisté à la Conférence de signature à Oslo et a dit « Nous ne sommes pas (...) en mesure de signer la Convention maintenant car les procédures internes au sein du Gouvernement, nécessaires pour accéder à un tel accord international, n'ont pas pu être achevées » et a ajouté que « notre assistance à cette cérémonie de signature (...) est un geste positif pour prouver notre volonté de nous joindre à cette célébration de l'esprit et de la cause du désarmement. » Le **Bahreïn** et **Belize** ont adopté la CCM à Dublin. Le **Brésil** a assisté à la Conférence de signature à Oslo et « il existe certains signes qui indiquent qu'il pourrait reconsidérer son refus de se joindre à la CCM. »<sup>38</sup> Un projet de loi interdisant la production, l'utilisation et le commerce (exportation et importation) d'armes à sous-munitions a été déposé à la Chambre des Représentants en février 2009.<sup>39</sup> Le **Brunei Darussalam** a adopté la CCM à Dublin. Le **Cambodge** a déclaré à Oslo qu'il « soutient totalement cette convention. » Toutefois, « en raison de récentes évolutions dans le domaine de la sécurité, le Cambodge a maintenant besoin de plus de temps pour évaluer les répercussions de la Convention sur son potentiel de sécurité et sa défense nationale. » Le Cambodge a rappelé qu'il est « un des pays qui ont le plus souffert des armes à sous-munitions, avec une vingtaine de millions de sous-munitions larguées sur son territoire entre 1969 et 1973. Ces sous-munitions, d'il y a plus de 30 ans coûtent encore quotidiennement la vie et des membres de nombreux civils. (...) C'est la raison pour laquelle le (...) Gouvernement (...) n'épargne aucun effort pour enlever ces engins explosifs et pour faire face à ces menaces à long terme contre les vies humaines et le développement. » Le **Cameroun** a adopté la CCM à Dublin et a assisté à la Conférence de signature à Oslo. **Chypre** a assisté à la Conférence de signature à Oslo. La **République de Corée** a assisté à la Conférence de signature à Oslo, où elle a été amenée à dire : « Nous apprécions à leur juste valeur les intentions du Traité d'Oslo, mais, étant donné l'état actuel des relations entre le Nord et le Sud, nous ne pouvons le signer. Je suis ici aujourd'hui pour manifester notre présence en vertu de notre point de vue qui met l'accent sur la diplomatie des Droits de l'Homme. » Le 8 décembre, un fonctionnaire du Ministère de la Défense a dit au journal japonais Mainichi Daily News que la République de Corée, « qui fait face à l'armée lourdement armée de la Corée du Nord, ne peut pas renoncer aux bombes (armes) à sous-munitions. »<sup>40</sup> **Djibouti** a assisté à la Conférence de signature à Oslo. La **République dominicaine** a assisté à la Conférence de signature à Oslo. L'**Egypte** a assisté à la Conférence de Dublin. L'**Erythrée** et l'**Estonie** ont assisté à la Conférence de signature à Oslo. Le Ministre de la Défense d'Estonie a déclaré le 16 janvier 2009 « L'Estonie soutient les restrictions frappant [les armes à sous-munitions]. Pour ce motif, l'Estonie aspire à des accords internationaux sur les armes à sous-munitions auxquels s'engageraient également les pays les plus gros producteurs et détenteurs de tels systèmes d'armes. (...) Les armes à sous-munitions jouent un rôle important dans la défense de petits pays comme l'Estonie; leur remplacement par un système d'armes de même efficacité est coûteux et demande beaucoup de temps. Les Forces de Défense estoniennes possèdent une certaine quantité d'armes à sous-munitions qui peuvent être tirées par des obusiers; cependant, il n'est pas fait usage d'armes à sous-munitions lors des entraînements en temps de paix ni lors d'opérations internationales. Les armes à sous-munitions ne peuvent être utilisées que pour faire face à une

« Nous ne sommes pas (...) en mesure de signer la Convention maintenant car les procédures internes au sein du Gouvernement, nécessaires pour accéder à un tel accord international, n'ont pas pu être achevées. »

<sup>36</sup> Cette section est pour une grande part basée sur des déclarations faites lors de la Conférence de signature à Oslo et lors de la 9<sup>e</sup> Conférence des Etats Parties au Traité d'Interdiction des mines. Voir [www.osloccm.no](http://www.osloccm.no) et [www.apminebanconvention.org/en/meetings-of-the-states-parties/9msp/](http://www.apminebanconvention.org/en/meetings-of-the-states-parties/9msp/)

<sup>37</sup> Lettre d'Arman Kirakosian, Vice-ministre des Affaires étrangères de la République d'Arménie, adressée le 5 novembre 2008 à la Coalition contre les armes à sous-munitions.

<sup>38</sup> Voir [www.disarmamentinsight.blogspot.com](http://www.disarmamentinsight.blogspot.com)

<sup>39</sup> Courriel du 21 février 2009 de Cristian Wittman, de la Campagne brésilienne pour l'interdiction des mines. Voir aussi : [www.camara.gov.br/sileg/Prop\\_lista.asp?Autor=522340&Limite=N](http://www.camara.gov.br/sileg/Prop_lista.asp?Autor=522340&Limite=N)

<sup>40</sup> Voir <http://mdn.mainichi.jp/features/cluster/news/20081208p2a00m0na015000c.html>

agression militaire contre l'Estonie et, même dans ce cas, en dehors des zones peuplées. C'est pour les raisons mentionnées ci-dessus que l'Estonie n'a pas pu se joindre à la CCM à Oslo en décembre dernier. »<sup>41</sup>

Aux **Etats-Unis** d'Amérique, le porte-parole en chef de la sécurité nationale du Président élu a, le 3 décembre, diffusé la déclaration suivante : « Le Président élu Obama est profondément préoccupé du bien-être des civils dans des situations de conflit, comme cela apparaît dans le soutien qu'il a accordé à la législation de 2006 qui aurait interdit l'utilisation d'armes à sous-munitions à proximité de concentrations de civils. Comme Président, il va examiner avec prudence le nouveau Traité et travailler en étroite collaboration [avec] d'autres pays afin de s'assurer que les Etats-Unis fassent tout ce qui est possible pour promouvoir la protection des civils lors des conflits. »<sup>42</sup> En septembre, le candidat Obama a écrit à Arms Control Association : « Comme Président, je contribuerai à montrer la voie à suivre concernant ces problèmes. Nos militaires se font de légitimes soucis à propos de ces questions, et je prévois d'avoir d'étroites consultations avec les chefs du Département de la Défense quand il s'agira de fixer notre politique dans ce domaine essentiel. En même temps, je reconnais que nos forces ont pris leurs distances avec l'utilisation par nous-mêmes d'armes à sous-munitions et de mines terrestres, et ces tendances peuvent être accélérées par des investissements bien choisis dans des technologies innovantes. »<sup>43</sup> Un article de *Disarmament Insight* publié en janvier note<sup>44</sup> que le nouveau Secrétaire adjoint à la Défense « a été le Premier Vice-Président pour les Opérations gouvernementales et la Stratégie chez Raytheon, » une société qui figure sur la liste des producteurs d'armes à sous-munitions.<sup>45</sup> L'article conclut : « Si des alliés des Etats-Unis qui sont des défenseurs du Traité d'Oslo peuvent exercer une influence positive, il faudra qu'ils travaillent à convaincre non seulement les civils de la nouvelle administration, mais également leurs collègues militaires des Etats-Unis. » Le 10 février, les responsables de 67 organisations basées aux Etats-Unis ont appelé le Président Obama à se joindre au Traité d'interdiction des mines et à la Convention sur les armes à sous-munitions.<sup>46</sup> Le 12 février, les Sénateurs Leahy et Feinstein et le Député McGovern ont déposé une proposition de loi « pour restreindre l'utilisation ou le déploiement d'armes dangereuses à sous-munitions. » Le 11 mars, le Président Obama a promulgué une loi d'interdiction permanente de quasi toutes les exportations d'armes à sous-munitions par les Etats-Unis. Cette législation déclare que des armes à sous-munitions ne peuvent être exportées que si elles ne laissent sur le terrain moins d'un pour cent de leurs sous-munitions qui n'auront pas explosé, et si le pays qui les importe s'engage à ce que « les armes à sous-munitions ne seront pas utilisées là où il est connu que des civils sont présents. »<sup>47</sup> Le Commissaire aux Droits de l'homme du **Conseil de l'Europe** a proposé le 16 décembre 2008 qu'« une enquête internationale, indépendante et impartiale soit lancée au sujet de l'utilisation d'armes à sous-munitions au cours des hostilités » en Géorgie.<sup>48</sup> Le 3 décembre 2008, le Haut représentant de l'**Union européenne** pour la politique étrangère et de sécurité commune a salué avec satisfaction la CCM « qui est signée par un grand nombre d'Etats, dont une grande majorité d'Etats membres de l'Union européenne » et l'a qualifiée d'« un important pas en avant dans la solution des problèmes humanitaires provoqués par les bombes à sous-munitions, qui sont la cause de graves soucis pour tous les Etats membres de l'Union européenne. » Il a poursuivi en disant que « L'Union européenne joue et continuera à jouer un rôle de leader en promouvant l'adoption d'un protocole sur ce type de munition dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur les armements classiques (CCW), de façon à impliquer tous les principaux possesseurs et utilisateurs de ce genre de munition. »<sup>49</sup> Le **Vanuatu** et le **Venezuela** ont adopté la CCM à Dublin. L'**Ethiopie**, un pays affecté par les sous-munitions, a assisté à la Conférence de signature à Oslo.

« Le Président élu Obama est profondément préoccupé du bien-être des civils dans des situations de conflit, comme cela apparaît dans le soutien qu'il a accordé à la législation de 2006 qui aurait interdit l'utilisation d'armes à sous-munitions à proximité de concentrations de civils. Comme Président, il va examiner avec prudence le nouveau Traité et travailler en étroite collaboration [avec] d'autres pays afin de s'assurer que les Etats-Unis font tout ce qui est possible pour promouvoir la protection des civils lors des conflits. »

<sup>41</sup> Courriel de Kai-Helin Kaldas, Ministère de la Défense, Estonie, 16 janvier 2009.

<sup>42</sup> Voir <http://thelede.blogs.nytimes.com/2008/12/02/would-obama-ban-cluster-bombs-advocates-hope-so/> and [www.chicagotribune.com/news/nationworld/chi-lebanon-cluster\\_slydec03,0,7919988.story](http://www.chicagotribune.com/news/nationworld/chi-lebanon-cluster_slydec03,0,7919988.story)

<sup>43</sup> Voir [www.armscontrol.org/2008election](http://www.armscontrol.org/2008election)

<sup>44</sup> Voir Virgil Wiebe, « Reading the leaves :Obama and cluster bombs, » disponible sur <http://disarmamentinsight.blogspot.com/2009/01/reading-tea-leaves-obama-and-cluster.html>

<sup>45</sup> Voir [www.hrw.org/legacy/backgrounder/arms/cluster0405/6.htm#\\_Toc100550284](http://www.hrw.org/legacy/backgrounder/arms/cluster0405/6.htm#_Toc100550284)

<sup>46</sup> Voir [www.fcni.org/weapons/pdfs/Obama\\_sign-on\\_letter\\_FINAL.pdf](http://www.fcni.org/weapons/pdfs/Obama_sign-on_letter_FINAL.pdf)

<sup>47</sup> Voir [www.fcni.org/issues/item.php?item\\_id=3535&issue\\_id=138](http://www.fcni.org/issues/item.php?item_id=3535&issue_id=138)

<sup>48</sup> Voir [www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/db900SID/JBRN-7MDK3J?OpenDocument](http://www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/db900SID/JBRN-7MDK3J?OpenDocument); Voir aussi les éléments essentiels et le compte-rendu intégral sur [www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/db900sid/jbrn-7mdk7e](http://www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/db900sid/jbrn-7mdk7e) (en cours de publications)

<sup>49</sup> Voir : [www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms\\_Data/docs/pressData/en/declarations/104477.pdf](http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/pressData/en/declarations/104477.pdf)

Dans un communiqué de presse diffusé le 31 octobre 2008, la **Finlande** a déclaré qu'elle « ne signera pas la Convention d'Oslo. » Le problème sera rediscuté après une évaluation des capacités de défense et analyse du travail international de développement et des possibilités d'approvisionnement et de coût des armes à sous-munitions. » La situation sera suivie « sur une base annuelle » et la Finlande « prendra part à la mise en œuvre de la Convention d'Oslo par de l'action humanitaire contre les mines. »<sup>50</sup> En novembre, la Finlande a communiqué qu'elle avait l'intention de « maintenir » en 2009 le niveau de financement des actions contre les mines.<sup>51</sup> En novembre, un membre finlandais du Parlement européen a déclaré : « Il est très important que tous les pays de l'Union européenne, y compris la Finlande, la Grèce et la Pologne, rejoignent la Convention : sans cela, nous fournirons aux autres pays une excuse beaucoup trop facile pour se justifier de continuer à utiliser ces armes inhumaines. » Tout en regrettant que la Finlande ait l'intention de rester en dehors de la CCM, elle a dit « La justification de cette décision est que des armes à sous-munitions ont été acquises pour remplacer une autre catégorie d'armes inhumaines, les mines antipersonnel. Pourtant, cela revient à choisir Belzébuth pour remplacer le Diable » et elle a ajouté « Les pays membres de l'Union européenne doivent maintenant se montrer cohérents dans leur opposition aux armes à sous-munitions et refuser aussi de s'engager dans toute opération militaire où elles seraient utilisées.»

aussi de s'engager dans toute opération militaire où elles seraient utilisées. »<sup>52</sup> La **Géorgie** a assisté à la Conférence de signature à Oslo. Le 2 septembre, le Ministère géorgien des Affaires étrangères a écrit : « Les Forces Armées géorgiennes possèdent le système de lance-roquettes multiples Gradlar 160 et des roquettes (du type MK4 LAR160 avec sous-munitions M85) avec une portée de 45 km. (...) Le système Gradlar a été utilisé contre des équipements et de l'armement militaires russes qui marchaient du tunnel Rocki vers la route de Dzara. »<sup>53</sup> Human Rights Watch a rapporté le 4 novembre qu'« au moins 17 civils ont été tués et des douzaines d'autres blessés par des sous-munitions utilisées par les deux adversaires. (...) Human Rights Watch a relevé des témoignages selon lesquels il avait été fait usage d'armes russes à sous-munitions dans six villes et villages, et d'armes à sous-munitions géorgiennes dans neuf autres, quoique la plupart des pertes humaines recensées paraissent avoir été causées par les armes russes. »<sup>54</sup> La **Grèce** a assisté à la Conférence de signature à Oslo. En **Inde**, une dizaine de parlementaires ont participé à une session de Control Arms Foundation India (CAFI) qui s'est tenue le 31 octobre, tandis que plus de 1.000 citoyens signaient le Traité du Peuple, appelant le gouvernement à interdire les armes à sous-munitions.<sup>55</sup> En novembre, l'Inde a déclaré qu'elle effectuait des opérations de déminage en Angola, au Cambodge et en Afghanistan.<sup>56</sup> Lors de la Conférence de signature à Oslo, l'**Irak** a déclaré qu'il signerait la CCM et « rejoindrait les autres pays dès que possible après l'achèvement des procédures nationales et constitutionnelles. » Suite à la parution dans la presse de nouvelles faisant état de l'utilisation d'armes à sous-munitions par **Israël** à Gaza, la mission d'Israël à Genève a nié toute utilisation d'armes à sous-munitions, « confirmant qu'Israël était bien conscient de la grande densité de population à Gaza et que les mesures nécessaires avaient été prises pour ne pas atteindre les civils, mais bien uniquement des objectifs militaires légitimes, durant leurs opérations soumises au Droit humanitaire international. » Le 4 décembre 2008, l'Ambassadeur d'Israël en Norvège a écrit que « Israël considère les armes à sous-munitions comme une arme légitime qui (...) est soumise au Droit international humanitaire. Cependant, considérant l'aspect humanitaire des sous-munitions non explosées laissées à terre, Israël a accueilli favorablement la décision d'entamer des négociations dans le cadre de la (...) CCW, (...), endroit approprié pour mener des discussions sur ce sujet. »<sup>57</sup> La **Jamaïque** a adopté la CCM à Dublin. La **Jordanie**, un des éléments moteurs du processus d'Ottawa, a adopté la Déclaration d'Oslo et a assisté à la Conférence de Vienne. Le **Kazakhstan** a assisté à la Conférence de Dublin en tant qu'observateur. Le **Kirghizistan** a adopté la CCM à Dublin. Le **Koweït** a assisté à la Conférence de Dublin en tant qu'observateur. La **Lettonie** a assisté à la Conférence de signature à Oslo. La **Lybie** assisté à la Conférence de Dublin en tant qu'observateur. La **Malaysie** et le **Maroc** ont adopté la CCM à Dublin. Le Maroc a assisté à la Conférence de signature à Oslo. *AfricaFiles* a écrit le 3 décembre : « Ce n'est qu'en Afrique du Nord et dans la Corne d'Afrique que les gouvernements n'interdiront pas l'arme dévastatrice. Le Maroc a toutefois indiqué une possibilité de signer ultérieurement la Convention. »<sup>58</sup>

<sup>50</sup> Voir [www.government.fi/ajankohtaista/tiedotteet/tiedote/en.jsp?oid=243263](http://www.government.fi/ajankohtaista/tiedotteet/tiedote/en.jsp?oid=243263)

<sup>51</sup> Voir [www.apminebanconvention.org/en/meetings-of-the-states-parties/9msp](http://www.apminebanconvention.org/en/meetings-of-the-states-parties/9msp)

<sup>52</sup> Voir [www.europarl.eu/sides/getDoc.do?pubRef=//EP//TEXT+CRE+20081119+ITEM-013+DOC+XML+V0//EN](http://www.europarl.eu/sides/getDoc.do?pubRef=//EP//TEXT+CRE+20081119+ITEM-013+DOC+XML+V0//EN)

<sup>53</sup> Voir <http://georgiamfa.blogspot.com/2008/09/response-to-human-rights-watch-inquiry.html>

<sup>54</sup> Voir [www.hrw.org/en/news/2008/11/04/georgia-more-cluster-bomb-damage-reported](http://www.hrw.org/en/news/2008/11/04/georgia-more-cluster-bomb-damage-reported)

<sup>55</sup> Voir [www.stopclustermunitions.org/news/?id=899](http://www.stopclustermunitions.org/news/?id=899)

<sup>56</sup> Voir [www.apminebanconvention.org/en/meetings-of-the-states-parties/9msp/](http://www.apminebanconvention.org/en/meetings-of-the-states-parties/9msp/)

<sup>57</sup> Lettre de l'Ambassadeur d'Israël à Oslo à IKV Pax Christi Nederland, 2 décembre 2008.

<sup>58</sup> Voir [www.africafiles.org/article.asp?ID=19585](http://www.africafiles.org/article.asp?ID=19585)

La **Mauritanie** a adopté la CCM à Dublin. En septembre, la Mauritanie a exprimé son intention de signer la CCM et a déclaré que l'article 5 consacré à l'assistance aux victimes « est un fondement essentiel du traité » et que les victimes doivent être impliquées « dans la recherche de tous les dispositifs nécessaires à leur insertion sociale et économique. » La signature et la ratification de la convention ne seront « efficaces que si les pays prennent des mesures d'accompagnement en vue de favoriser et promouvoir l'autonomie et les droits individuels des victimes, pour que celles-ci soient les véritables acteurs de leur vie. »<sup>59</sup> L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté le 2 décembre 2008 une résolution sur les armes à sous-munitions, demandant au Secrétaire général de fournir les services requis pour accomplir les tâches qui lui ont été assignées par la Convention.<sup>60</sup> Le **Nigéria** a dit à la Conférence de signature d'Oslo : « Dès que nos processus internes et les démarches requises seront achevés – et je vous assure que ce sera plutôt bientôt que tardivement – le Nigéria signera et

« Les armes à sous-munitions sont interdites d'utilisation à l'Armée russe. Les troupes ne peuvent physiquement pas utiliser cette arme – elles n'en ont aucune. AUCUNE. »

ratifiera la Convention. » Le sultanat d'**Oman** a assisté à la Conférence de Dublin en tant qu'observateur. La **Papouasie-Nouvelle-Guinée** a adopté la CCM à Dublin et a assisté à la Conférence de signature d'Oslo. La **Pologne** a assisté à la Conférence de signature d'Oslo. Le 14 novembre 2008, le Vice-ministre des Affaires étrangères a eu une entrevue avec une équipe conjointe ICBL-CMC qui a appelé la Pologne à

« Human Rights Watch a relevé des témoignages selon lesquels il avait été fait usage d'armes à sous-munitions russes dans six villes et villages, et d'armes à sous-munitions géorgiennes dans neuf autres, quoique la plupart des pertes humaines recensées paraissent avoir été causées par les armes russes. »

signer la CCM et à ratifier le Traité d'interdiction des mines. Le Secrétaire général de la Conférence épiscopale a aussi appelé le gouvernement polonais à signer la CCM et à ratifier le Traité d'interdiction des mines. Des officiels polonais ont déclaré que la Pologne avait besoin de garder des mines terrestres et des armes à sous-munitions pour assurer l'autodéfense de son territoire.<sup>61</sup> Le **Qatar** a adopté la CCM à Dublin et a assisté à la Conférence de signature d'Oslo. La **Roumanie** a assisté à la Conférence de Dublin en tant qu'observateur. Human Rights Watch a documenté l'utilisation d'armes à sous-munitions par la **Fédération de Russie** en Géorgie à l'automne 2008 (voir plus haut). Le 20 octobre, le Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas a diffusé un rapport selon lequel « Stan Storimans est mort (...) des suites de blessures mortelles provoquées par une balle de 5 mm projetée par l'explosion d'une sous-munition antipersonnel provenant d'une arme à sous-munitions. La zone située autour du carré de Gori (...) a été touchée par un projectile contenant [environ 20 sous-munitions explosives. (...) L'arme à sous-munitions doit avoir été propulsée par un missile balistique tactique de type SS-26 provenant de la Fédération de Russie. »<sup>62</sup> Cependant, la Russie a affirmé qu'elle n'a utilisé aucune arme à sous-munitions. Dans une lettre adressée à la Campagne népalaise pour l'interdiction des mines antipersonnel, l'ambassade de Russie à Katmandou a écrit que « Les armes à sous-munitions sont interdites d'utilisation à l'Armée russe. Les troupes ne peuvent physiquement pas utiliser cette arme – elles n'en ont aucune. AUCUNE. »<sup>63</sup> La **Serbie** a adopté la CCM à Dublin et a assisté à la Conférence de signature à Oslo. Les **Seychelles** ont adopté la CCM à Dublin ; elles y ont exprimé « leur soutien total et sans réserve en faveur de la Déclaration de Wellington » et ont déclaré qu'elles espèrent signer la Convention dès que l'occasion s'en présentera.<sup>64</sup> **Singapour** a décrété un moratoire sur les exportations d'armes à sous-munitions<sup>65</sup> et a assisté à la Conférence de Dublin en tant qu'observateur. La **Slovaquie** a adopté la CCM à Dublin et a assisté à la Conférence de signature. Le **Soudan** a adopté la CCM à Dublin et a dit à la Conférence de signature qu'il signerait dès que possible, une fois que les mesures logistiques et nationales auront été prises.<sup>66</sup> Le **Swaziland** a adopté la CCM à Dublin et a assisté à la Conférence de signature. La **Thaïlande** a déclaré à la Conférence de signature « qu'elle maintenait son soutien aux principes » de la CCM, mais qu'elle avait besoin de « continuer l'évaluation de notre capacité militaire nationale » avant d'exécuter l'obligation de détruire « le stock limité » d'armes à sous-munitions qui doivent être détruites le plus tôt possible, ce qui entraînera « de lourdes dépenses. » La Thaïlande a dit qu'elle « cherche des voies à suivre pour trouver une solution appropriée, dans le but de mettre au point un plan national d'ensemble permettant d'établir un équilibre entre d'une part le souci d'ordre humanitaire que causent les armes à sous-munitions et d'autre part l'intérêt de notre sécurité nationale » et a ajouté qu'elle n'avait l'intention « ni d'utiliser ces armes à sous-munitions ni d'en acquiescer davantage. » Le **Timor Oriental** a adopté la CCM à Dublin et a assisté à la Conférence de signature à Oslo. La **Turquie** a assisté à la Conférence de signature. Le 5 décembre, le *'Today's Zaman'*, à Ankara, a rapporté que la Turquie « se souciera d'abord d'honorer son engagement à éradiquer les mines terrestres avant de se joindre à un traité

<sup>59</sup> Déclaration faite par l'Ambassadeur Camara Saloun Mohamed, Kampala, 30 septembre 2008.

<sup>60</sup> Voir [www.reliefweb.int/nw/rwb.nsf/db900SID/MUMA-7LY3YW?OpenDocument](http://www.reliefweb.int/nw/rwb.nsf/db900SID/MUMA-7LY3YW?OpenDocument)

<sup>61</sup> Voir [www.stopclustermunitions.org/news/?id=1031](http://www.stopclustermunitions.org/news/?id=1031)

<sup>62</sup> Voir [www.minbuza.nl/binaries/en-pdf/scannen0001.pdf](http://www.minbuza.nl/binaries/en-pdf/scannen0001.pdf)

<sup>63</sup> Lettre de Roman Byulgart, attaché de presse à l'ambassade de la Fédération de Russie au Népal, adressée à la Campagne népalaise pour l'interdiction des mines, 18 août 2008.

<sup>64</sup> Courriel de Thomas Nash, de la CMC, 12 décembre 2008.

<sup>65</sup> Voir [www.straitstimes.com/Breaking%2BNews/Singapore/Story/STIStory\\_307028.html](http://www.straitstimes.com/Breaking%2BNews/Singapore/Story/STIStory_307028.html)

<sup>66</sup> Courriel de Katherine E. Harrison, Landmine Action, 5 décembre 2008.

international bannissant les armes à sous-munitions.»<sup>67</sup> Lors de la Conférence de signature, l'**Ukraine** a exprimé son désir de soutenir le processus d'Oslo. Son Ministère des Affaires étrangères a cependant déclaré le 11 décembre que « l'Ukraine considère que les armes à sous-munitions sont légales et que leur utilisation n'est pas interdite selon les normes du Droit international humanitaire. L'Ukraine est d'avis qu'un nouveau plan global applicable à toute une catégorie d'armes devrait être basé sur son application universelle et obligatoire. C'est pourquoi l'Ukraine s'est abstenue aujourd'hui de signer le document mentionné ci-dessus. »<sup>68</sup> Le **Vietnam** a assisté à la Conférence de signature d'Oslo. Le **Zimbabwe** a exprimé son soutien au processus d'Oslo en septembre 2008.

## MISE EN ŒUVRE DE L'ASSISTANCE AUX VICTIMES : OU EN EST-ON ?

Selon un rapport publié en novembre, quoiqu'il n'apparaisse pas clairement à ce jour « quelles seront les implications de la Convention sur les armes à sous-munitions (CCM) en matière de financement (...), la Convention sur les armes à sous-munitions doit être reconnue comme créant de nouvelles obligations légales de la même manière pour les signataires, les pays affectés et les bailleurs de fonds. »<sup>69</sup> En novembre, l'Observatoire des mines a déclaré que « Le Traité d'interdiction des mines a été déterminant pour aboutir aux dispositions fortes concernant l'assistance aux victimes dans la Convention sur les armes à sous-munitions. (...) Il a aussi

**« Le Traité d'interdiction des mines a été déterminant pour aboutir aux dispositions fortes concernant l'assistance aux victimes dans la Convention sur les armes à sous-munitions. »**

influencé la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Mais nous pourrions devoir conclure qu'en ce qui concerne l'assistance aux victimes et les rapports sur ce sujet, le Traité d'interdiction des mines accuse son âge. Ces deux conventions récentes ont maintenant placé la barre plus haut : elles ont imposé des obligations concrètes d'assistance, des clauses ayant trait aux droits et l'exigence de faire régulièrement rapport. Etant donné que 15 des pays « VA26 » souffrent en outre, au plan humain, des conséquences des armes à sous-munitions, la Conférence d'examen de 2009 sera, pour le Traité d'interdiction des mines, une occasion rêvée de montrer une fois de plus la route à suivre, c'est à dire élaborer un plan d'action suffisamment précis

pour qu'il bénéficie partout dans la monde à tous ceux qui sont affectés par les mines, les sous-munitions et les résidus explosifs des guerres. »<sup>70</sup>

Selon le *Rapport 2008 de l'Observatoire des mines*, l'assistance aux victimes de mines et de résidus explosifs des guerres (ERW) – y compris les sous-munitions – reste largement inadéquate, étant donné que seuls quatre de ceux que l'on appelle les « VA26 »<sup>71</sup> ont fait des progrès substantiels pour se rapprocher de leurs objectifs 2005-2009 en vue d'améliorer leur fourniture d'assistance et de garantir les droits des victimes. Ce sont : l'Afghanistan, l'Albanie, l'Ouganda et le Soudan. L'Observatoire des mines a recensé 5.426 victimes des mines et autres résidus explosifs des guerres. La majorité des victimes étaient des civils et environ 50% des victimes civiles étaient des enfants. Le nombre de victimes recensées des mines et ERW a diminué de 9% en 2007 par rapport à l'année précédente. Souvent, les soins médicaux d'urgence sont fournis mais les soins ultérieurs, comme la réadaptation physique et les programmes de santé mentale, sont négligés. Quoique de première importance, les programmes de réinsertion économique ont été l'élément le plus faible des programmes d'assistance aux victimes en 2007-2008.

**« Nous devons renforcer l'attention que le monde porte à l'essence humanitaire du Traité d'interdiction des mines, puisqu'il traite du bien-être et des droits humains des personnes et de notre engagement envers les survivants. »**

Concernant la Seconde Conférence d'examen du Traité d'interdiction des mines, qui se tiendra à Cartagena, en Colombie, du 30 novembre au 4 décembre 2009, l'Ambassadeur de Norvège, qui présidera la Conférence, a dit « Nous devons renforcer l'attention que le monde porte à l'essence humanitaire du Traité d'interdiction des mines, puisqu'il traite du bien-être et des droits humains des personnes et de notre engagement envers les survivants. »

## CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DES PERSONNES HANDICAPEES

En date du 24 avril 2009, 139 Etats avaient signé la Convention relative aux droits des personnes handicapées (CRPD), 82 avaient signé le protocole optionnel, 51 l'avaient ratifié et 30 avaient ratifié le protocole optionnel.

Pour en savoir plus: [www.un.org/french/disabilities](http://www.un.org/french/disabilities)

<sup>67</sup> Voir [www.todayszaman.com/tz-web/detaylar.do?load=detay&link=160692&bolum=100](http://www.todayszaman.com/tz-web/detaylar.do?load=detay&link=160692&bolum=100)

<sup>68</sup> « L'Ukraine ne signe pas la Convention sur les armes à sous-munitions – Ministère des Affaires étrangères, » BBC, 11 décembre 2008 ; Courriel d'Olexander Tsvietkov, de l'Ambassade d'Ukraine en Norvège, 9 février 2009.

<sup>69</sup> « Report on meeting of Contact Group on linking mine action and development, » Genève, 24 novembre 2008. Voir [www.apminebanconvention.org/fileadmin/pdf/mbc/MSP/9MSP/day5/9MSP-Item12ei-28Nov2008-Canada.pdf](http://www.apminebanconvention.org/fileadmin/pdf/mbc/MSP/9MSP/day5/9MSP-Item12ei-28Nov2008-Canada.pdf)

<sup>70</sup> Voir [www.icbl.org/treaty/meetings/9msp/statements/lm\\_va\\_28nov08](http://www.icbl.org/treaty/meetings/9msp/statements/lm_va_28nov08)

<sup>71</sup> Les « VA26 » désignent les 26 Etats Parties au Traité d'Interdiction des mines ayant la responsabilité de nombres importants de survivants : Afghanistan, Albanie, Angola, Bosnie-Herzégovine, Burundi, Cambodge, Colombie, RD Congo, Croatie, Erythrée, Ethiopie, Guinée-Bissau, Irak, Jordanie, Mozambique, Nicaragua, Ouganda, Pérou, Salvador, Sénégal, Serbie, Soudan, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande et Yemen.

## MINES: UTILISATION ET VIOLATIONS DU TRAITE<sup>72</sup>

De nouvelles utilisations de mines antipersonnel par des gouvernements ont été relevées dans deux pays seulement : Myanmar et Russie. L'utilisation de mines et de dispositifs explosifs improvisés déclenchés par la victime, faite par des groupements armés non-étatiques, a été rapportée dans neuf pays.

Trois Etats parties, la Biélorussie, la Grèce et la Turquie n'ont pas respecté les échéances fixées pour la destruction de leurs stocks à la date du 1er mars 2008 et sont en violation sérieuse du Traité. L'ICBL a été particulièrement critique à l'égard de la Grèce qui, plusieurs mois après sa date limite fixée, n'avait pas détruit une seule de ses mines en stock. Le Ministre des Affaires étrangères de Biélorussie a tenu régulièrement

**La Biélorussie, la Grèce et la Turquie n'ont pas respecté les échéances fixées pour la destruction de leurs stocks à la date du 1er mars 2008 et sont en violation sérieuse du Traité.**

d'autres Etats parties et La Campagne biélorusse contre les mines/SCAF au courant de ses efforts en vue de conclure un accord avec la Commission européenne pour la destruction des mines PFM entreposées en Biélorussie.<sup>73</sup> La Commission européenne a déclaré en novembre que les deux parties étaient « proches d'un accord »<sup>74</sup>, mais, à la date du 1er mars 2009, aucun accord n'avait encore été obtenu. La Grèce a annoncé en novembre qu'elle avait commencé à détruire ses stocks et qu'elle avait l'intention de la terminer pour la fin de l'été 2009.<sup>75</sup> Toutefois, des officiels grecs disent maintenant qu'il ne leur sera pas possible de respecter cette date limite. La Turquie a détruit plus de 1.300.000 mines terrestres depuis qu'elle a rejoint la Convention. A la 9ème Conférence des Etats parties au Traité d'interdiction des mines, la Turquie a fait rapport, disant : « Le retard survenu dans la destruction des stocks restants est imputable à des raisons techniques (...) les stocks restants dont les allumeurs ont été tous détruits, ne sont plus utilisables. »<sup>76</sup> La Turquie estime actuellement qu'elle achèvera la destruction au début de l'année 2010.

### ECHEANCES POUR LE DEMINAGE : 15 REPORTS

Environ les deux-tiers des Etats parties auxquels une date limite avait été fixée pour la fin du déminage - soit 15 Etats - ont déclaré qu'ils n'y parviendraient pas et ont demandé des allongements de délais. Plus de 70 Etats et six zones non reconnues internationalement restent affectés par des mines. Pour la première fois en 2007, une contamination plus importante a été rapportée en Gambie et au Mali. A la 9ème Conférence des Etats parties, du 24 au 28 novembre à Genève, des extensions du délai fixé pour le déminage ont été garanties pour la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, le Danemark, l'Equateur, la Jordanie, le Mozambique, le Nicaragua, le Pérou, le Sénégal, le Tchad, la Thaïlande, le Royaume-Uni, le Venezuela, le Yémen et le Zimbabwe.<sup>77</sup> Le 28 novembre 2008, le Royaume-Uni a annoncé qu'il allait immédiatement commencer à déminer les Iles Malouines (Falklands) et a réaffirmé son engagement à les déminer entièrement le plus tôt possible.

Les activités de sensibilisation aux risques des mines et des ERW ont pu toucher environ 8,4 millions de personnes dans 61 pays en 2007-2008, soit le nombre le plus élevé jamais relevé par l'Observatoire des mines. Toutefois, ces actions ont été jugées inadéquates dans environ 30 pays, parmi lesquels sept parmi les dix où l'on a recensé le plus de victimes.

Le soutien international aux actions contre les mines a totalisé en 2007 431 millions de dollars américains, soit une diminution de 33 millions de dollars US par rapport à 2006, mais le second montant le plus élevé en financement annuel relevé par l'Observatoire des mines. Parmi les 20 plus grands bailleurs de fonds pour les actions contre les mines, neuf ont contribué davantage en 2007 qu'en 2006 tandis que onze ont donné moins.<sup>78</sup>

### DISTINCTIONS

Le Ministre Støre et l'Ambassadeur Kongstad, de Norvège, ont été proclamés « **Personnalités de l'année en matière de contrôle des armements.** » Arms Control Association a annoncé le 29 décembre que le Ministre norvégien des Affaires étrangères Jonas Gahr Støre et le Directeur général de son ministère pour la politique de sécurité et le grand Nord, Steffen Kongstad, ont recueilli le plus grand nombre de voix lors d'une élection en ligne destinée à déterminer la « Personnalité de l'année en matière de contrôle des armements. »

La CMC a reçu le **Prix Tipperary de la Paix**. Le 31 décembre, la Coalition contre les armes à sous-munitions a reçu le Prix international Tipperary de la Paix. L'assemblée du Prix Tipperary a dit qu'« il avait le plaisir d'honorer le travail de la Coalition et sa campagne contre les armes à sous-munitions, qui sauvera avec certitude la vie à des milliers et des milliers de civils dans les décennies à venir. »

<sup>72</sup> Cette section a été préparée avec l'assistance de Tamar Gabelnik, Treaty Implementation Director, ICBL, Genève.

<sup>73</sup> Courriel du Dr Iouri Zagoumenov, Directeur de CBL/SCAF en Biélorussie, 13 janvier 2009.

<sup>74</sup> Voir [www.apminebanconvention.org/fileadmin/pdf/mbc/MSP/9MSP/day4/9MSP-Item12b-27Nov08-EC.pdf](http://www.apminebanconvention.org/fileadmin/pdf/mbc/MSP/9MSP/day4/9MSP-Item12b-27Nov08-EC.pdf)

<sup>75</sup> Voir [www.apminebanconvention.org/fileadmin/pdf/other\\_languages/french/MBC/MSP/9MSP/day3/9MSP-Item12b-26Nov08-Greece-fr.pdf](http://www.apminebanconvention.org/fileadmin/pdf/other_languages/french/MBC/MSP/9MSP/day3/9MSP-Item12b-26Nov08-Greece-fr.pdf)

<sup>76</sup> Voir [www.apminebanconvention.org/fileadmin/pdf/mbc/MSP/9MSP/day4/9MSP-Item12b-27Nov08-Turkey.pdf](http://www.apminebanconvention.org/fileadmin/pdf/mbc/MSP/9MSP/day4/9MSP-Item12b-27Nov08-Turkey.pdf)

<sup>77</sup> Voir [www.icbl.org/news/pr28nov08](http://www.icbl.org/news/pr28nov08)

<sup>78</sup> Voir [www.icbl.org/lm/2008](http://www.icbl.org/lm/2008)

## ARTICLES, PUBLICATIONS ET SITES INTERNET RECENTS

- *Guide pour comprendre l'assistance aux victimes dans le contexte de la Convention d'interdiction des mines antipersonnel*, Unité de soutien à la mise en œuvre de la Convention d'interdiction des mines antipersonnel, 2008

Lien : [www.apminebanconvention.org/brochures](http://www.apminebanconvention.org/brochures)

- *Connecting the Dots: Victim Assistance and Human Rights in the Mine Ban Treaty, Convention on Cluster Munitions and Convention on the Rights of Persons with Disabilities*, Survivor Corps, Washington DC, 2008.

Lien : [www.traypml.com/upload/13/SC-ConnectingTheDots.pdf](http://www.traypml.com/upload/13/SC-ConnectingTheDots.pdf)

- *Blog Fatal Footprint*, Handicap International Belgique. Ce site comprend des photos de l'exposition *Fatal Footprint*, ainsi que des témoignages de survivants.

Lien : [www.fatalfootprint.be](http://www.fatalfootprint.be)

- "How the Cluster Munition Ban Was Won: Oslo Treaty Negotiations conclude in Dublin," John Borrie, *Disarmament Diplomacy*, numéro 88, été 2008.

Lien : [www.acronym.org.uk/textonly/dd/dd88/88jb.htm](http://www.acronym.org.uk/textonly/dd/dd88/88jb.htm)

- *Landmine Monitor Report 2008: Toward a Mine-Free World*, ICBL, 2008.

Lien : [www.icbl.org/lm/2008](http://www.icbl.org/lm/2008)

- "Learn, Adapt, Succeed: Potential lessons from the Ottawa and Oslo processes for other disarmament and arms control challenges," Geneva Forum et Disarmament Insight. Résumé d'un symposium informel tenu à Glion, en novembre 2008.

Lien : [www.unidir.org/pdf/activites/pdf3-act275.pdf](http://www.unidir.org/pdf/activites/pdf3-act275.pdf)

- *Mines and Cluster Munitions: Investments and Profits*. Nouveau site de Landmine.de.

Lien : [www.ethisches-investment.info/startseite?PHPSESSID=ulbe9qbu7vpok14ed2k57pdou2](http://www.ethisches-investment.info/startseite?PHPSESSID=ulbe9qbu7vpok14ed2k57pdou2)

- *Dossier de ratification*, CICR, 2009. Le dossier comprend également un livret contenant le texte de la Convention, un film et une brochure, ainsi que des questions fréquemment posées.

Lien : <http://www.icrc.org/web/fre/sitefre0.nsf/html/section-ihl-cluster-munition!Open>

- *Special Follow-Up Mission to the Areas Affected by the South Ossetia Conflict, Implementation of the Commissioner's six principles for urgent human rights and humanitarian protection*, Thomas Hammarberg, Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, 12-14 novembre 2008.

Lien : [www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/db900sid/jbrn-7mdk7e](http://www.reliefweb.int/rw/rwb.nsf/db900sid/jbrn-7mdk7e)

- "The Question of Interoperability," *Journal of International Law of Peace and Armed Conflict*, Dr. Elke Schwager, Vol. 4 (décembre 2008).

Lien : [www.ifhv.rub.de/publications/huvi.html](http://www.ifhv.rub.de/publications/huvi.html)

- *The Value of Diversity in Multilateral Disarmament Work*, UNIDIR, décembre 2008.

Lien : [www.unidir.org/bdd/fiche-ouvrage.php?ref\\_ouvrage=978-92-9045-193-8-en](http://www.unidir.org/bdd/fiche-ouvrage.php?ref_ouvrage=978-92-9045-193-8-en)

- *Up In Flames: Humanitarian Law Violations and Civilian Victims in the Conflict over South Ossetia*, Rapport sur le conflit en Ossétie du Sud, révélant que les forces en présence, aussi bien russes que géorgiennes, ont utilisé des armes à sous-munitions, Human Rights Watch, 23 janvier 2009.

Lien : [www.hrw.org/en/reports/2009/01/22/flames-0](http://www.hrw.org/en/reports/2009/01/22/flames-0)

## CALENDRIER PROVISOIRE

### Mai

- 25-29: Comités permanents du Traité d'interdiction des mines, Genève
- 29: Lancement du rapport de l'Observatoire des mines sur les politiques en matière d'armes à sous-munitions

### Juin

- 25-26: Conférence de Berlin sur la Convention sur les armes à sous-munitions

### Juillet

- 7-8: Atelier de travail de Dushanbe pour une Asie centrale sans mines

### Septembre

- 2: Sortie internationale du nouveau rapport d'HIB sur les progrès en matière d'assistance aux victimes
- Atelier de travail africain sur le Traité d'interdiction des mines

### Octobre

- 8-9: Atelier de travail de Tirana sur le Traité d'interdiction des mines

### Novembre

- 12: Sortie internationale du rapport 2009 de l'Observatoire des mines
- 30-4 décembre: deuxième Conférence d'examen du Traité d'interdiction des mines, Cartagena, Colombie

Pour plus d'information:  
[www.icbl.org/campaign/calendar](http://www.icbl.org/campaign/calendar)  
[www.stopclustermunitions.org/calendar](http://www.stopclustermunitions.org/calendar)

Ont contribué à ce numéro:

Stan Brabant, Stéphanie Castanié, Tamar Gabelnik,  
Hugh Hosman, Katleen Maes.

Traduction: Paul Franck

Photos: Mary Wareham

Coordination: Hildegarde Vansintjan

Unité politique

Handicap International Belgique

rue de Spa, 67

1000 Bruxelles

BELGIQUE

Téléphone: +32 2 280 16 01

[policy.unit@handicap.be](mailto:policy.unit@handicap.be)

[www.handicap-international.be](http://www.handicap-international.be)

[www.banadvocates.org](http://www.banadvocates.org)

**Handicap International** est une association de solidarité internationale spécialisée dans le domaine du handicap. Non gouvernementale, non confessionnelle, sans affiliation politique et à but non lucratif, elle intervient dans tous les contextes aux côtés des personnes en situation de handicap, pour leur prêter assistance et les accompagner dans leur prise d'autonomie. Depuis sa création, l'organisation a mis en place des programmes de développement dans près de 60 pays, et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. Ses sections dans huit pays (Allemagne, Belgique, Canada, Etats-Unis, France, Luxembourg, Suisse, Royaume-Uni) œuvrent de manière constante à la mobilisation des ressources, à la gestion des projets et au rayonnement des principes et actions de l'organisation.

Pour de plus amples informations et des contacts internationaux : [www.handicap-international.org](http://www.handicap-international.org)